

# Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

**Avril 2013**



Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Ile-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier. Un Tableau de Bord Économique « en bref » en fait la synthèse.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : [www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr](http://www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr)
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : [www.seine-saint-denis.fr](http://www.seine-saint-denis.fr)
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : [www.ccip93.fr](http://www.ccip93.fr)
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : [www.cma93.fr](http://www.cma93.fr)
- Comité départemental du tourisme : [www.tourisme93.com](http://www.tourisme93.com)



## SOMMAIRE GÉNÉRAL

<b>LES MÉNAGES</b>	<b>5</b>
L'investissement des ménages - Crédits à l'habitat	6
La consommation des ménages - Crédits à la consommation	6
<b>LES ENTREPRISES</b>	<b>7</b>
<b>Démographie des entreprises</b>	<b>8</b>
<b>Analyse des enregistrements au RCS en 2012</b>	<b>9</b>
<b>Le tissu économique artisanal de la Seine-Saint-Denis</b>	<b>10</b>
L'artisanat en Seine-Saint-Denis	11
Évolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers	14
Focus sur les créations	16
Focus sur les radiations	17
Profil des créateurs d'entreprises	18
<b>Le dispositif ZFU</b>	<b>19</b>
Évolution et répartitions du nombre d'établissement en ZFU	20
Les principaux faits marquants du 1er semestre 2012	21
<b>LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS</b>	<b>23</b>
<b>Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis</b>	<b>24</b>
Approche globale	25
Approche sectorielle	26
Approche géographique	29
<b>LA TVA ET LES IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS</b>	<b>31</b>
<b>Évolution des recettes de TVA dans le département de la Seine-Saint-Denis</b>	<b>32</b>
Chiffre d'affaire	32
La TVA brute totale	35
La TVA déductible sur immobilisations	38
La TVA nette à payer	42
<b>Synthèse</b>	<b>46</b>
<b>Évolution des recettes d'impôt sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis</b>	<b>48</b>
<b>Évolution de l'encours des notaires de Seine-Saint-Denis</b>	<b>49</b>
<b>Crédit à l'équipement des entreprises</b>	<b>50</b>
<b>LES ENTREPRISES : L'INNOVATION</b>	<b>51</b>
Résultats du 14e appel à projet TUI	52

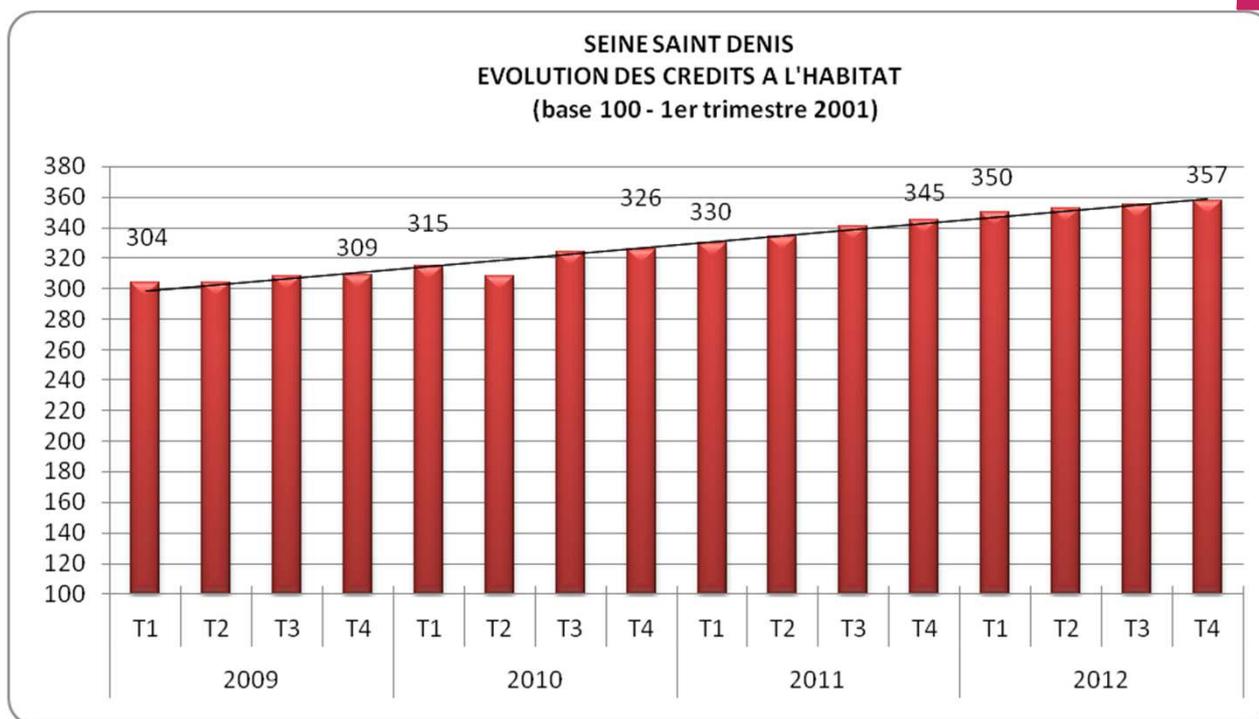


<b>TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D’AFFAIRES</b>	<b>54</b>
<b>L’hôtellerie</b>	<b>55</b>
<b>Les principaux lieux touristiques</b>	<b>56</b>
Le Musée de l’air et de l’espace	56
La Basilique de Saint-Denis	56
Le Stade de France	56
<b>Paris Nord Villepinte</b>	<b>57</b>
<b>Paris Le Bourget</b>	<b>58</b>
<b>LE CHÔMAGE ET L’EMPLOI</b>	<b>60</b>
Le taux de chômage en Ile-de-France	61
Évolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l’Ile-de-France et de la France entière	61
Les demandes d’emploi en fin de mois et demandes d’emploi enregistrées	62
Les offres en Seine-Saint-Denis	63
Les offres d’emploi enregistrées (OEE), satisfaites (OES)	64
OEF par NAF Seine-Saint-Denis en 2011-2012	65
Offres d’emploi enregistrées et offres d’emploi satisfaites en Seine-Saint-Denis	66
Évolution des déclarations uniques d’embauche (DUE) en Seine-Saint-Denis	67
Nombre d’allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis	68
Évolution trimestrielle des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis	69
Situation inter-départementale	70
Comparaison entre les départements franciliens	71
Nombre de personnes couvertes par le RSA en Ile-de-France	72
Évolution des estimations trimestrielles des effectifs salariés	73
L’interim, variable d’ajustement de l’emploi aux variations d’activité	73
Recours au chômage partiel	74
<b>LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER</b>	<b>75</b>
Volume de la construction des logements neufs	76
Construction des logements neufs par territoires	77
Logements locatifs sociaux	78
Marché des appartements neufs	79
Marché des appartements neufs par territoire	80
Volume de construction de locaux d’entreprises	81
<b>NOTE MÉTHODOLOGIQUE</b>	<b>82</b>
<b>CONTACTS</b>	<b>87</b>

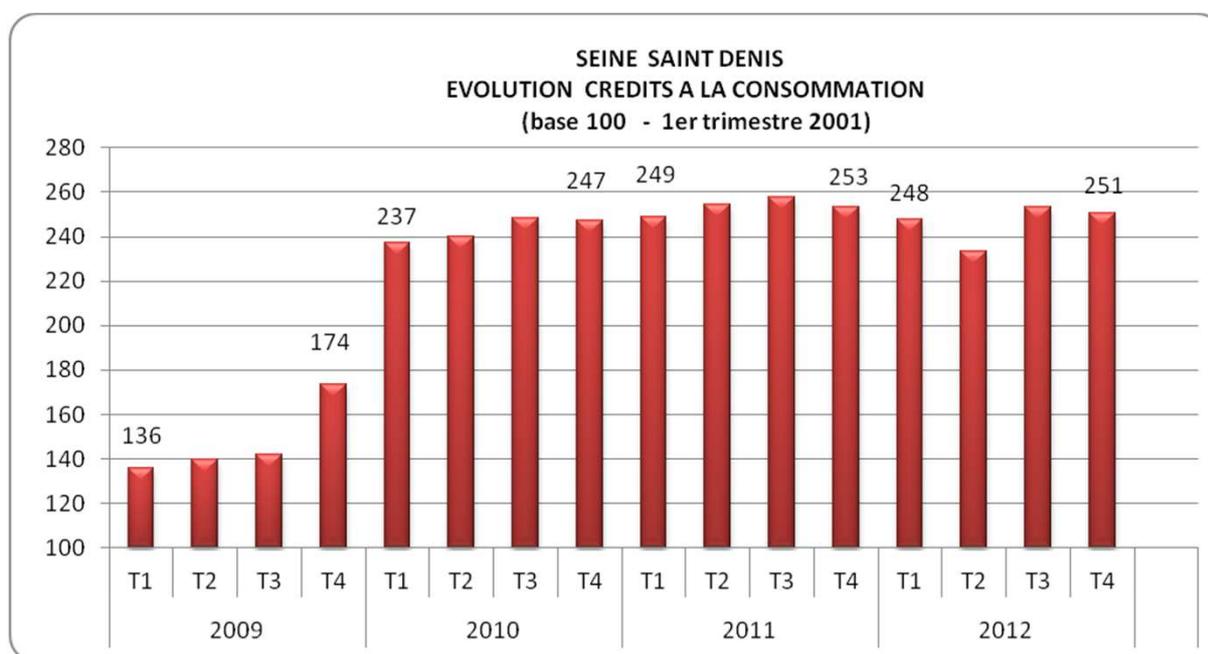


# LES MÉNAGES

- **La consommation des ménages**  
*Crédits à la consommation*
- **L'investissement des ménages**  
*Crédits à l'habitat*



Au dernier trimestre 2012, l'indice des crédits à l'habitat en Seine-Saint-Denis s'inscrit dans une progression de 3,5 % par rapport à l'année précédente. Sa croissance annuelle diminue, elle était de +5,8 % fin 2011 et de + 4,7 % fin 2010, elle reste néanmoins conforme à la tendance de moyen terme.



On rappellera que l'important saut quantitatif enregistré entre la fin 2009 et le premier trimestre 2010 est lié au transfert dans le périmètre des centralisations des crédits de Seine-Saint-Denis d'un acteur important de la région parisienne.

Après une baisse significative sur les deux premiers trimestres, l'année 2012 se termine par une quasi-stagnation des encours par rapport à 2011. Le rebond observé au troisième trimestre ne s'est pas confirmé en fin d'année. L'indice du dernier trimestre reste inférieur au plus haut observé au troisième trimestre 2011.



# LES ENTREPRISES



---

# DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

---



## Tribunal de commerce

Pas de contribution ce semestre



---

# LE TISSU ECONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

*Au 2ème semestre 2012*

---

*Deux critères définissent l'entreprise artisanale :*

- **La nature de son activité** : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.  
*Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.*
- **Sa taille** : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

*Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.*



## L'ARTISANAT en Seine-Saint-Denis

### Le tissu économique artisanal de Seine-Saint-Denis

En 2012, le secteur artisanal de Seine-Saint-Denis est en progression de 2 495 entreprises, soit + 11,23 % (+ 6,6 % à l'échelle régionale). Le développement du tissu économique provient d'une forte poussée des créations et parallèlement du maintien en activité des entreprises.

La répartition sectorielle est marquée par l'accroissement de la représentation des activités de Bâtiment (+2 %) et d'un léger repli (-1 %) des secteurs professionnels de l'Alimentation et des Services.

L'économie artisanale du Bâtiment de Seine-Saint-Denis fin décembre 2012 ne reflète pas la situation générale du Bâtiment en France. Celui-ci s'est fortement dégradé fin 2012, les perspectives de chantiers publics et privés sont moroses pour l'année 2013, selon la Fédération Française du Bâtiment qui a récemment alerté les pouvoirs publics sur les prévisions et les conséquences sur l'économie dont les nombreux emplois présents dans ces secteurs professionnels.

Les signes de fléchissement financier des Très Petites Entreprises sont également enregistrés par l'URSSAF dont le niveau des impayés concernant le recouvrement des cotisations a augmenté dès la fin 2012.

Selon les indicateurs de la Banque de France, le chiffre d'affaires attendu pour les activités de Services serait en 2013 de +1,4 %, l'investissement se positionnerait en progression de +4,6 % mais reste très faible.

L'économie des PME est atone, les ventes en commerces de détails marquent une pause.

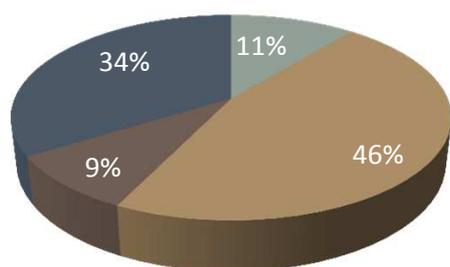
En raison du volume d'entreprises liées au secteur du Bâtiment de second œuvre, l'économie artisanale s'apprête à subir une recrudescence de ses difficultés, l'accès au crédit redevient un enjeu prioritaire.

Le développement de l'appétence du « *Made in France* », la création de nouvelles mesures pour l'emploi et la mise en œuvre des systèmes financiers à la disposition de la croissance des entreprises sont attendues par les dirigeants sans pour autant susciter un optimisme à l'égard des prochains mois.



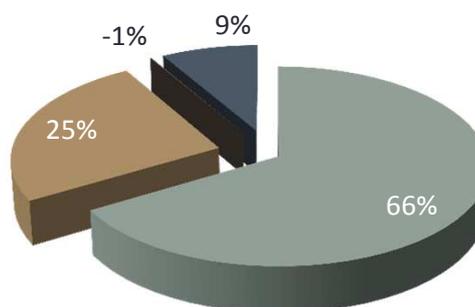
Au 31 décembre 2012, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente 24 707 entreprises.

### Répartition par secteurs professionnels



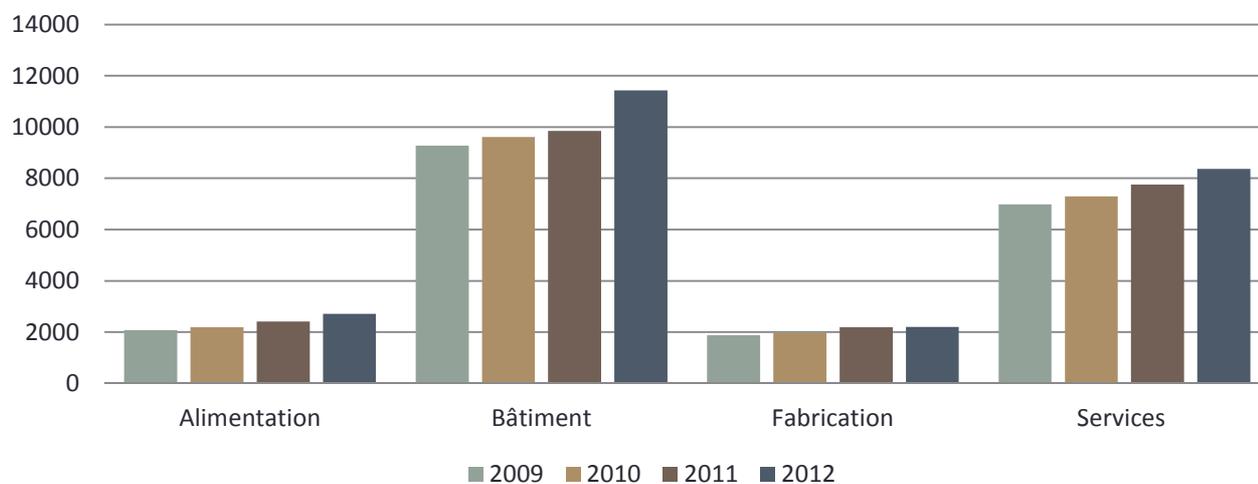
- Alimentation
- Batiment
- Fabrication
- Services

### Répartition par statut



- Société
- Entreprise Individuelle
- EIRL
- Auto-entrepreneur

### Evolution par catégories





Secteurs professionnels	2009	2010	2011	2012	Progression 2011/2012
Alimentation	2073	2192	2415	2706	12%
Bâtiment	9272	9608	9845	11430	16%
Fabrication	1879	1982	2194	2200	0,27%
Services	6983	7300	7758	8371	8%
Total	20207	21082	22212	24707	11,23%

L'économie artisanale de Seine-Saint-Denis représente 12 % du volume d'entreprises artisanales franciliennes. En comparaison avec les secteurs professionnels franciliens, les entreprises du Bâtiment en Seine-Saint-Denis sont surreprésentées (+3,5 %) et les activités de Fabrication qui ne cessent de décroître sont bien inférieures (- 4,5 %) à la moyenne régionale.

La création d'entreprises artisanales ne cesse d'augmenter. L'influence du régime de l'auto-entrepreneur, 9 % des entreprises artisanales contre 6,6 % en Ile de France, progresse au détriment des entreprises individuelles.

Les entreprises immatriculées sous forme de société se développent pour représenter 2/3 des entreprises artisanales de Seine-Saint-Denis.

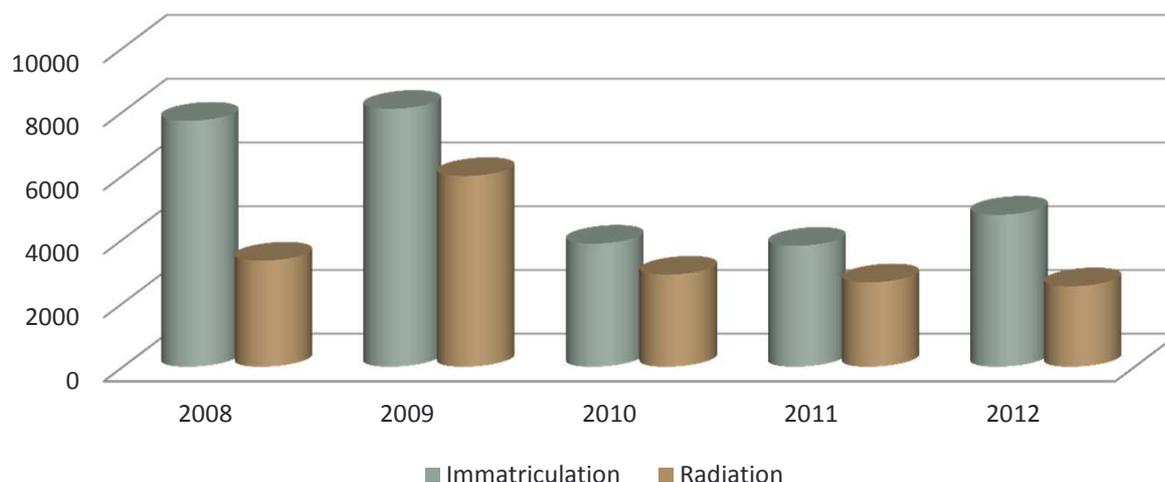
Dans son ensemble, l'année 2012 peut s'apprécier positivement si l'on considère strictement les deux critères que sont les immatriculations et les radiations.

En cette période de récession des emplois, l'artisanat demeure dans toutes ses composantes économiques un secteur porteur d'espérance. Reflétant la sociologie du département de Seine-Saint-Denis, l'artisanat suscite auprès des jeunes la création de micro activités animées par des perspectives d'un marché local dynamique.

A signaler que le statut d'Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée demeure marginal avec seulement 186 chefs d'entreprises ayant opté pour ce statut juridique, cette tendance se retrouvant également à l'échelle régionale.



### Evolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers



Le nombre d'immatriculations a progressé de près de 26 % en 2012 avec 4 769 nouvelles immatriculations contre 3 794 en 2011.

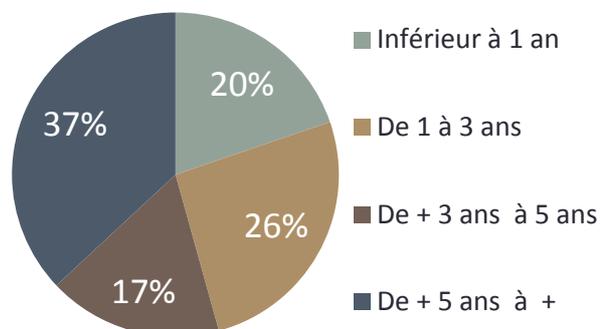
Dans le même temps, les cessations d'exercices (2 526) se sont atténuées de près de 6 %.

Au regard de ces deux chiffres révélateurs de la démographie du secteur artisanal, on peut considérer l'année 2012 avec un sentiment d'une année engagée dans la reprise et de retour à la croissance.

A noter toutefois, que le secteur artisanal de Seine-Saint-Denis est souvent en contradiction avec les grandes tendances de l'économie française, cela tient en particulier à la densité urbaine du département et, donc, aux nombreuses activités de services et de prestations offertes à une clientèle de proximité.



### Antériorité des entreprises

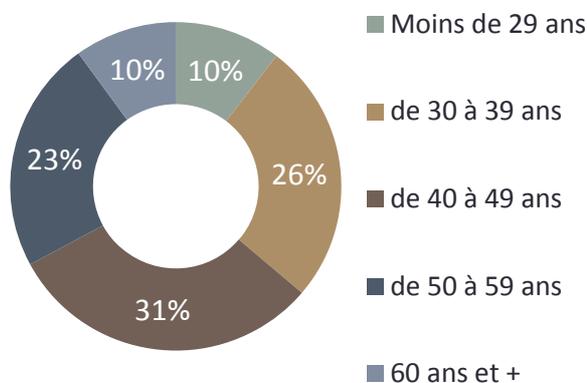


La pérennité des entreprises s'est accrue sur l'année 2012 et en parallèle le volume de nouvelles entreprises (-1 an) s'est dilaté de 3 %.

Dans son ensemble le secteur artisanal est composé au 2/3 d'entreprises n'ayant pas plus de 5 années d'existence. Ce sont des activités en cours de stabilité, leur maintien comme leur développement sont bien souvent dépendants du moindre revers commercial.

Le secteur artisanal de Seine-Saint-Denis est particulièrement jeune, 46 % des entreprises ont au plus 3 années d'existence, au niveau régional celles-ci représentent 35,6 %.

### Age des dirigeants



En 2012, le secteur artisanal s'est d'une part légèrement rajeuni et conjointement a vieilli, les plus de 60 ans atteignent maintenant 10 % de l'effectif des dirigeants.

Comparée à l'échelle régionale, le département de la Seine-Saint-Denis se distingue par la jeunesse de ses chefs d'entreprises (moins de 39 ans : + 7 %).

La question de la transmission est moins préoccupante (-3,3 %) que dans l'ensemble des Chambres de Métiers et de l'Artisanat de l'Île-de-France.

La jeunesse des chefs d'entreprises est à rapprocher de l'antériorité des entreprises; le phénomène de l'entreprenariat artisanal est particulièrement dominant sur le département.

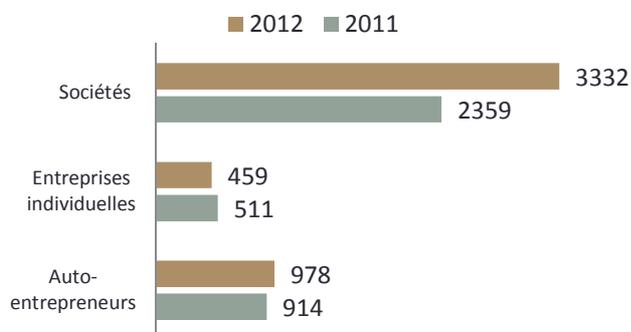


## LES CREATIONS

### Nombre d'immatriculations par secteur

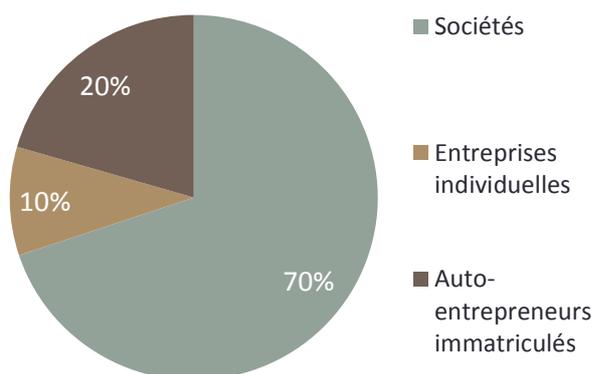
Secteurs professionnels	2011	2012	Comparatif 2011/2012
Alimentation	410	583	42,20%
Bâtiment	1984	2595	30,80%
Fabrication	280	297	6,07%
Services	1120	1294	15,54%
Total	3794	4769	25,70%

### Immatriculations 2011/2012



### Répartition des créations par statut

Création/Statut juridique	2011	2012	Répartition
Sociétés	2359	3332	70%
Entreprises individuelles	511	459	10%
Auto-entrepreneurs	914	978	20%
Total des immatriculations	3794	4769	



Lors de l'immatriculation, le choix du statut juridique des Sociétés s'impose à 70 %, l'auto-entrepreneuriat a décliné passant de 24 % en 2011 à 20,5 % en 2012.

Le statut de l'Entreprise Individuelle, caractéristique de l'artisanat, tend à disparaître signifiant ainsi que le secteur artisanal se transforme au profit d'un entrepreneuriat de dirigeants de sociétés.

La création d'entreprise dans les activités de l'Alimentation, s'est particulièrement développée en 2012. Ce secteur accueille les services de proximité tels que la restauration rapide et les plats à emporter. Il accompagne la mutation du territoire en s'implantant au croisement des nouvelles voies de transports en commun.

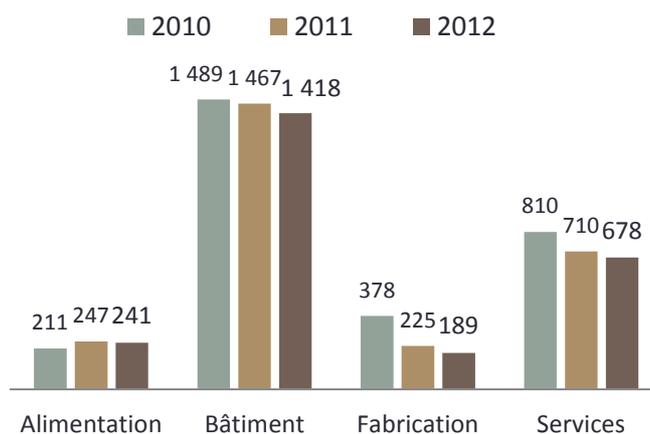


## LES RADIATIONS

### Nombre de radiations par secteur

Secteurs professionnels	2011	2012	Comparatif 2011/2012
Alimentation	247	241	-2%
Bâtiment	1467	1418	-3,34%
Fabrication	225	189	-16%
Services	710	678	3,04%

### Répartition sectorielle des radiations



Contre toute attente, le secteur économique artisanal de Seine-Saint-Denis s'est maintenu allant jusqu'à enregistrer un repli des cessations d'entreprise (-6 %).

Cependant, la dégradation d'entreprises est à rapporter à l'antériorité des activités artisanales, seulement 37 % ont atteint le seuil de maturité de plus de 5 années d'existence.



## PROFIL DES CREATEURS D'ENTREPRISES

Etude réalisée à partir des questionnaires renseignés par les auditeurs du Stage de Préparation à l'Installation (SPI) destiné à informer les porteurs de projets sur leurs futures responsabilités de chefs d'entreprises artisanales.

Stagiaires du SPI	2011	2012
Salariés	35%	34%
Demandeurs d'emploi	49,5%	48%
RSA	4,7%	6%
Chefs d'entreprises en activité	15,5%	17,5%
Auto-Entrepreneurs		4,5%
Possédant une qualification professionnelle en lien avec l'activité	35,8%	28%
Possédant une expérience professionnelle en lien avec l'activité	38,45%	46%
Sans expérience professionnelle en lien avec l'activité	10,3%	12%
Futur(e)s Dirigeant(e)s sans expérience avec l'activité de l'entreprise	15%	14%
Reprises déclarées	17,5%	14,4%

Les variations les plus visibles portent en premier sur la croissance du nombre de dirigeants effectuant le Stage de préparation à l'installation.

Parmi ces dirigeants déclarés, les auto-entrepreneurs (4,5 %) sont des personnes qui envisagent progressivement d'accéder à un statut d'artisan.

Le secteur artisanal se renouvelle par l'apport d'anciens demandeurs d'emploi (majoritairement de plus d'une année sans activités) ,qui à défaut d'une situation salariale, se tournent vers la création de leurs emplois. Le secteur artisanal est étroitement associé à l'insertion professionnelle des publics en difficultés sociales.

Ainsi, près de 50 % des futurs créateurs d'entreprises sont des demandeurs d'emploi.

A remarquer, l'augmentation des personnes allocataires du RSA envisageant l'artisanat pour sortir de leurs situations sociales et professionnelles ; le suivi du Stage de préparation à l'installation est révélateur de leur volonté de reconversion professionnelle et du sérieux de leur projet.

La forte diminution des personnes qualifiées se préparant à diriger une entreprise est corrélée à l'augmentation de celles ne possédant pour bagages professionnels que leurs expériences. De plus, la création d'activités de plats à emporter et de restauration rapide ne requiert pas particulièrement une qualification professionnelle.

La rubrique Futur(e)s Dirigeant(e)s sans expérience avec l'activité de l'entreprise, permet de distinguer les personnes qui ne participeront pas directement à la fabrication et se consacreront à des tâches administratives.

Les reprises d'entreprises concernent en grande majorité des activités de commerces de proximité (salons de coiffure, boulangeries, multiservices).



---

## LE DISPOSITIF ZFU

---

*Cet indicateur est mis à jour au début de chaque année civile.*

Pour 2012:

- Les ZFU de Seine-Saint-Denis confirment leur dynamisme économique. Le nombre total d'établissements privés est de 7 687, soit une progression de 6,62 % sur un an.

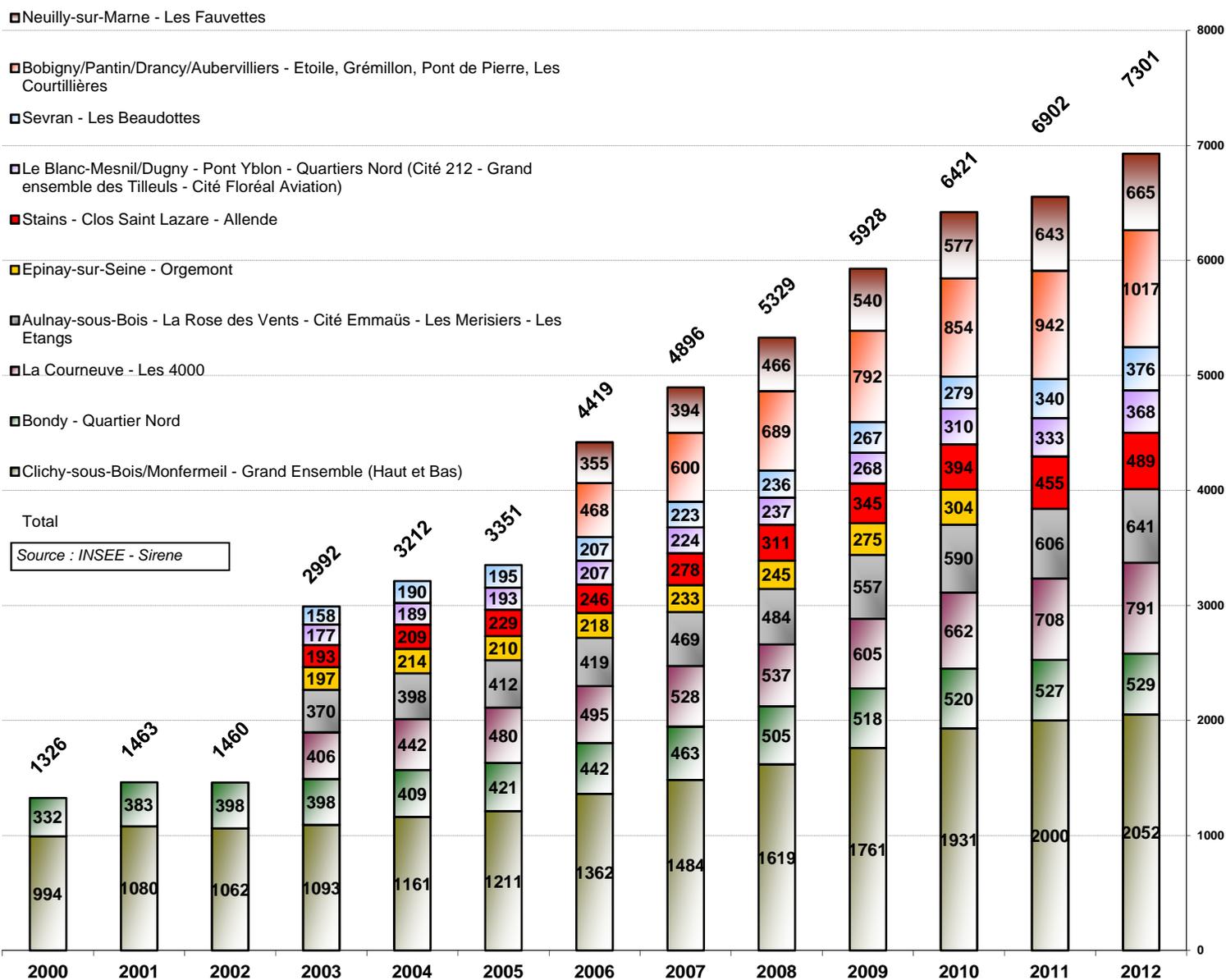
Il faut noter que depuis quelques années, le nombre d'installations est en baisse : en 2012 (+ 7 %) et 2010 (+ 8 %).

- La ZFU ayant le plus fortement concouru à cette croissance est celle de Sevrans, avec une hausse de 18,92 %. Ce chiffre est à mettre en rapport avec l'étroitesse territoriale de la ZFU. Clichy-sous-Bois/Montfermeil reste la ZFU comptant le plus grand nombre d'entreprises implantées (2 134 établissements), même si le taux de croissance est plus modéré.



### Evolution et répartition du nombre d'établissement en ZFU

Evolution et répartition du nombre d'établissements en ZFU



**Pour rappel:**

Le chiffre de 7 301 établissements exclut le secteur public, la santé et les associations qui représentent 386 établissements.



## Les principaux faits marquants du 2<sup>ème</sup> semestre 2012

### La prorogation du dispositif

La loi de finances pour l'année 2012, votée le 28 décembre 2011, a entériné :

- ✓ la prorogation du dispositif ZFU jusqu'au 31 décembre 2014 ;
- ✓ le renforcement de la clause d'embauche locale (passant d'une obligation légale d'un tiers des embauches réalisées auprès d'habitants résidant en ZUS à une obligation légale de 50%) *Instruction fiscale 4 A-7-12 du 17 avril 2012 et circulaire ministérielle N°DSS/SD5B/SGCIV/SGSA/ FSL/2012/238 du 18 juin 2012* ;
- ✓ la subordination de l'octroi de l'exonération d'impôt sur les bénéfices à la mise en œuvre des exonérations sociales.

Dès le début de l'année 2012, les actions engagées visant à favoriser la création et le maintien de l'emploi dans les quartiers ont repris. Chacun des partenaires locaux, régionaux, publics ou privés, a été conscient que ces trois ans supplémentaires devaient permettre la poursuite du travail de gouvernance engagé afin de déployer des projets cohérents prenant en compte les composantes urbaines (perspectives de l'ANRU II), les composantes sociales et les composantes économiques.

### **Prolongation de trois ans du dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales**

La loi de finances pour 2012 prolonge de trois ans le dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales applicable aux employeurs qui se créent ou s'implantent dans une zone franche urbaine. Ainsi, peuvent prétendre au bénéfice de l'exonération prévue au I de l'article 12 de la loi du 14 novembre 1996 susvisée les entreprises qui se créent ou s'implantent dans une ZFU jusqu'au 31 décembre 2014 et les associations qui se créent ou s'implantent dans une ZFU avant le 1er janvier 2015.

Cette prolongation du délai d'entrée dans le dispositif est sans conséquence sur la durée totale de l'exonération qui varie selon les effectifs de l'entreprise de huit à quatorze ans (à taux plein durant cinq ans, puis à taux dégressif durant trois ou neuf ans).

### **Renforcement de la clause d'embauche**

Pour les entreprises qui se créent ou s'implantent dans une zone franche urbaine à compter du 1er janvier 2012, lors de toute nouvelle embauche, le bénéfice de l'exonération de cotisations sociales est subordonné à la condition que la moitié des salariés embauchés ou employés dans les mêmes conditions résident en ZFU ou en ZUS.

Deux conditions alternatives sont ainsi proposées par la loi :

Condition n° 1 : le nombre de salariés employés e n CDI ou en CDD d'au moins 12 mois, dont l'horaire contractuel est au moins égal à une durée fixée par décret et résidant dans l'une des ZFU, ou dans l'une des ZUS de l'unité urbaine dans laquelle est située la ZFU est au moins égal à 50 % des salariés employés dans les mêmes conditions ;

Condition n° 2 : le nombre de salariés embauchés depuis la date d'implantation sous CDI ou CDD d'au moins 12 mois, dont l'horaire contractuel est au moins égal à une durée fixée par décret et résidant dans l'une des ZFU ou dans l'une des ZUS de l'unité urbaine considérée est au moins égal à 50 % des salariés embauchés dans les mêmes conditions au cours de la même période.



La condition n° 1 porte sur les salariés « employés », c'est-à-dire ceux déjà présents dans l'entreprise à la date de la nouvelle embauche.

La condition n° 2 porte sur les salariés « embauchés », c'est-à-dire ceux recrutés depuis la date de création ou d'implantation de l'entreprise en ZFU. Le respect de l'une des deux conditions est apprécié à la date d'effet de la nouvelle embauche, dès la deuxième embauche.

Pour la détermination de la qualité de résident en ZFU ou ZUS, les dispositions du décret du 17 juin 2004 et des circulaires du 30 juillet 2004 demeurent applicables. Ainsi, si la proportion de 50 % n'est pas respectée au terme d'un délai de trois mois à compter de la date d'effet de l'embauche, aucune exonération ne peut être accordée au titre des rémunérations versées jusqu'à la date d'effet des embauches nécessaires au respect de cette proportion

### **Les installations immobilières**

Pour l'année 2012, peu de programmes immobiliers ont vu le jour sur le département. Quelques ZFU continuent à voir la livraison de locaux d'activités, mais il semble que l'on recense plus de transferts d'entreprises que d'implantations.

**2012 est une des rares années où l'absence de livraison de locaux d'activités sur les 10 ZFU du département est une réalité. Ce manque confirme la frilosité des promoteurs immobiliers réticents à construire « à blanc ».**

#### Pour rappel:

Au premier semestre 2012, l'entreprise KLEKOOON s'est installée sur Sevran dans un bâtiment de 1 500 m<sup>2</sup> sur 3 niveaux. Orienté en économie d'énergie et développement durable, KLEKOOON occupe un niveau soit 500 m<sup>2</sup>, les deux autres sont disponibles pour de la location.

### **Des dispositifs de la politique de la ville plus encadrés**

Le 30 novembre 2012, le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, a présenté à son gouvernement une circulaire relative à « *l'élaboration de conventions d'objectifs pour les quartiers populaires entre le ministre de la ville et les ministres concernés par la politique de la ville.* » (cf : JORF n°0283 du 5 décembre 2012 page 18993)

L'objectif dessiné est de conclure, par pôle ministériel, des conventions d'objectifs pour les quartiers populaires entre le ministre chargé de la politique de la ville et chaque ministère concerné. « *Il s'agit de créer les conditions d'une mobilisation effective des politiques de droit commun au bénéfice des quartiers prioritaires de la politique de la ville.* ». Ces conventions doivent préciser les engagements de chaque entité ministérielle, pour la période 2013-2015, en termes d'objectifs opérationnels, de moyens mobilisés, d'adaptation qualitative de l'action et de la méthode. Afin de faciliter la mesure des résultats, les objectifs seront assortis d'indicateurs lisibles, simples et en nombre resserré.

Ces conventions doivent s'établir avant la tenue du comité interministériel des villes du premier trimestre 2013.



# LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

*Situation au 31 décembre 2012*

- Le commerce Extérieur
- L'activité des entreprises en Seine-Saint-Denis  
La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)  
L'impôt sur les sociétés (IS)



---

# LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

*Au 2ème semestre 2012*

---



## APPROCHE GLOBALE

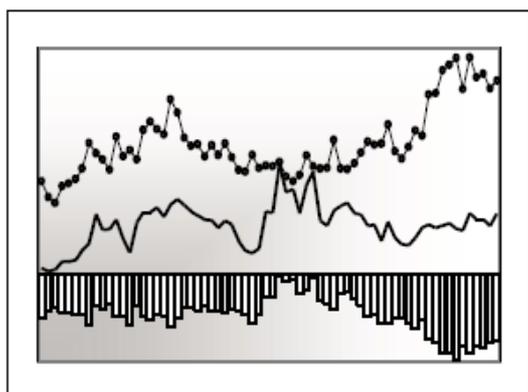
### Le commerce extérieur

L'accroissement du déficit extérieur de la Seine-Saint-Denis subit un ralentissement notable sur les deux derniers trimestres 2012.

Ce ralentissement est surtout dû à une diminution du volume des importations sur le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 et, fait marquant au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, à une forte hausse des exportations (+ de 10 %).

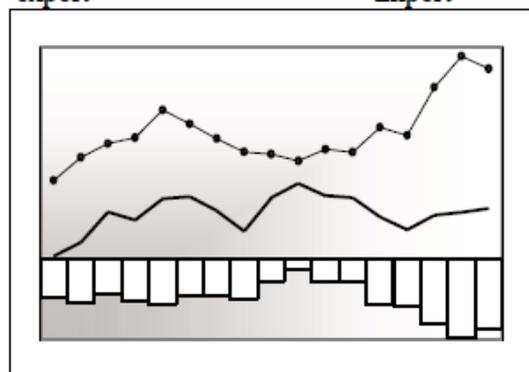
Globalement, en 2012, la tendance à l'augmentation du déficit extérieur de la Seine-Saint-Denis constatée depuis 2007, connaît pour la première fois un fléchissement.

*Données CAF/FAB hors matériel militaire en millions d'euros*



	export	import	solde
1T1996	899	1 856	-957
4T2011	1 503	3 212	-1 709
1T2012	1 432	2 991	-1 559
2T2012	1 432	3 029	-1 597
3T2012	1 364	2 869	-1 505
4T2012	1 502	2 955	-1 453

export — import —



	export	import	solde
2007	6 187	8 189	-2 002
2008	5 352	9 282	-3 930
2009	4 792	8 927	-4 135
2010	5 434	11 040	-5 606
2011	5 545	12 405	-6 860
2012	5 729	11 845	-6 116



## APPROCHE SECTORIELLE

### Exportations dont UE

Le secteur du textile devient en 2012 le premier secteur d'exportation de Seine-Saint-Denis avec une forte hausse en valeur depuis 2010 (+63,62 %).

Les exportations dans le secteur des produits manufacturés divers, en 4<sup>ème</sup> place, connaissent également une forte augmentation, de plus de 75 % sur 3 ans de même que dans celui des produits de la métallurgie (près de 50 % d'augmentation en 3 ans dont plus de 20 % entre le premier et deuxième semestre 2012).

A l'inverse de la tendance nationale, les exportations dans le domaine de la métallurgie se portent mieux sur 2012 que sur l'année 2011.

En revanche, en trois ans, les exportations de matériels de transport (en raison notamment du repli des ventes de l'industrie automobile), de produits chimiques, parfums et cosmétiques et d'équipements électriques et ménagers ont subi une forte baisse.

### Évolution par secteur d'activité et en millions d'euros des exportations (dont UE) en Seine-Saint-Denis

A38	LibA38	DEPT	VAL EXP S1 2010	VAL EXP S2 2010	VAL EXP S1 2011	VAL EXP S2 2011	VAL EXP S1 2012	VAL EXP S2 2012	Comp VE 2012 S2 / VE 2010 S1	Comp VE 2012 S2 / VE 2012 S1
CB	Textiles, habillement, cuir et chaussures	93	544	593	647	705	730	890	63,62%	22,01%
CL	Matériels de transport	93	1 010	848	779	801	862	694	-31,28%	-19,46%
CI	Produits informatiques, électroniques et optiques	93	180	189	168	204	199	196	9,24%	-1,43%
CM	Produits manufacturés divers	93	105	122	113	156	178	185	75,56%	4,12%
CH	Produits métallurgiques et métalliques	93	123	192	182	135	151	184	49,31%	21,88%
CK	Machines industrielles et agricoles, machines diverses	93	165	187	190	177	159	166	0,60%	4,51%
CE	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	93	183	155	185	166	149	138	-24,43%	-6,98%
CJ	Équipements électriques et ménagers	93	119	128	137	124	125	103	-13,13%	-17,20%
CF	Produits pharmaceutiques	93	70	57	63	63	67	75	6,41%	11,26%
CG	Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	93	61	62	59	68	64	59	-2,91%	-8,02%
EZ	Déchets industriels et ménagers	93	76	57	75	56	62	52	-31,77%	-16,12%
CA	Produits des industries agroalimentaires (iaa)	93	29	38	43	43	34	34	15,74%	-2,08%
RZ	Objets d'art, d'antiquité et de collection	93	18	26	24	21	30	32	81,76%	6,17%
JA	Produits de l'édition et de la communication	93	15	18	19	21	22	22	49,23%	2,14%
CC	Bois, papier et carton	93	12	26	19	16	16	18	46,15%	11,59%
CD	Produits pétroliers raffinés et coke	93	12	8	25	56	16	16	35,12%	2,96%
BZ	Hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives	93	2	1	1	2	1	2	-3,75%	39,80%



## Importations dont UE

En dépit d'une baisse de plus de 14 % au 2<sup>ème</sup> semestre 2012, le secteur des matériels de transport reste le premier secteur d'importation en valeur de la Seine-Saint Denis, avec une augmentation de plus de 37 % en 3 ans.

Les importations de textile poursuivent leur croissance (de près de 25 % depuis 2010), de même que les importations d'équipements électriques (+22,38 %), de machines industrielles et agricoles (+15,17 %).

L'une des plus fortes augmentations en 3 ans concerne les produits des industries agro-alimentaires (+82 %, malgré une baisse continue mais légère depuis le premier semestre 2011).

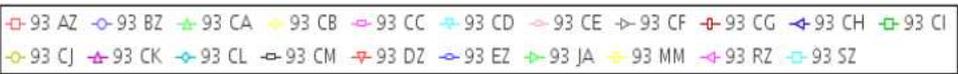
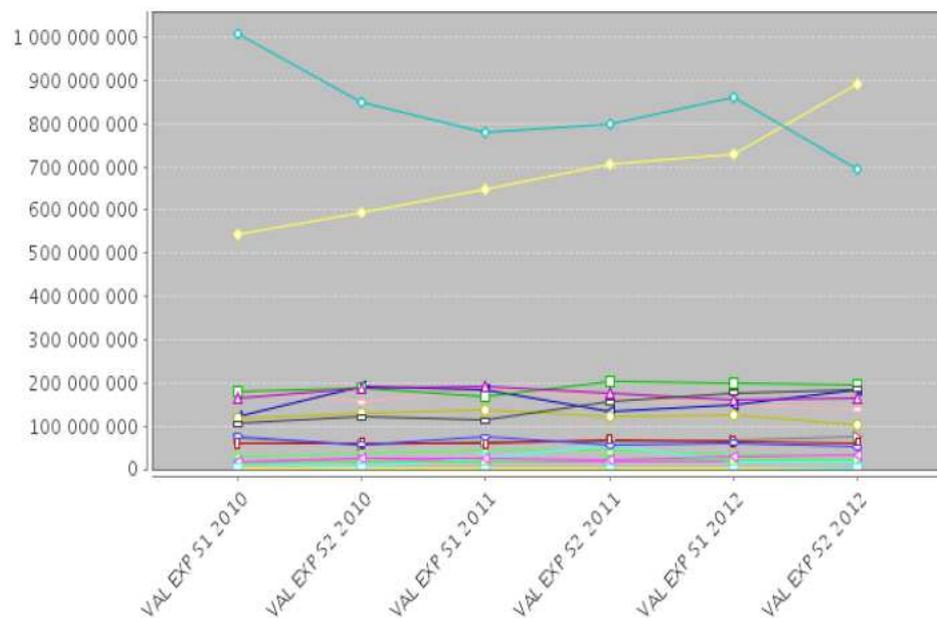
En revanche les importations de produits cosmétiques, de manière similaire aux exportations dans ce secteur, connaissant un net ralentissement sur 3 ans, qui se confirme en 2012.

### Évolution par secteur d'activité et en millions d'euros des importations (dont UE) en Seine-Saint-Denis

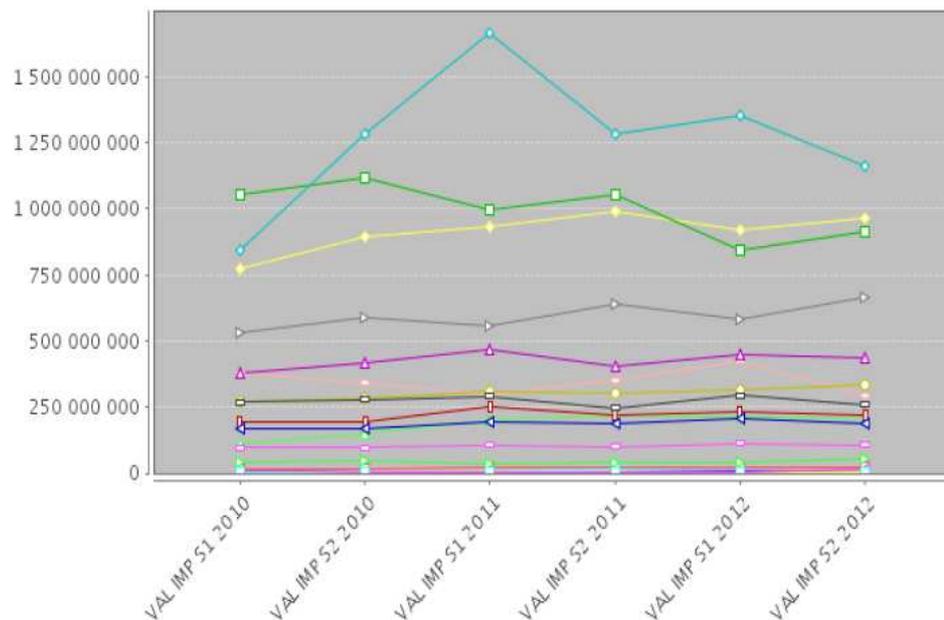
A38	LibA38	DEPT	VAL IMP S1 2010	VAL IMP S2 2010	VAL IMP S1 2011	VAL IMP S2 2011	VAL IMP S1 2012	VAL IMP S2 2012	Comp VI 2012 S2 / VI 2010 S1	Comp VI 2012 S2 / VI 2012 S1
CL	Matériels de transport	93	841	1282	1666	1283	1353	1160	37,92%	-14,29%
CB	Textiles, habillement, cuir et chaussures	93	771	896	929	992	919	964	24,93%	4,85%
CI	Produits informatiques, électroniques et optiques	93	1054	1118	997	1056	840	912	-13,51%	8,49%
CF	Produits pharmaceutiques	93	533	591	557	638	585	665	24,79%	13,72%
CK	Machines industrielles et agricoles, machines diverses	93	377	415	471	406	450	435	15,17%	-3,39%
CJ	Équipements électriques et ménagers	93	273	281	311	301	312	334	22,38%	6,95%
CE	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	93	379	342	293	351	425	294	-22,46%	-30,87%
CM	Produits manufacturés divers	93	268	278	290	246	294	258	-3,62%	-12,06%
CG	Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	93	193	192	249	220	234	220	14,28%	-5,82%
CA	Produits des industries agroalimentaires (iaa)	93	114	151	202	216	215	209	82,70%	-3,02%
CH	Produits métallurgiques et métalliques	93	171	170	192	186	209	189	10,82%	-9,70%
CC	Bois, papier et carton	93	97	97	107	99	114	107	10,59%	-6,40%
JA	Produits de l'édition et de la communication	93	45	48	36	39	40	55	23,14%	38,31%
AZ	Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	93	18	17	22	22	25	21	17,53%	-15,80%
RZ	Objets d'art, d'antiquité et de collection	93	9	2	3	2	4	17	90,08%	342,66%
EZ	Déchets industriels et ménagers	93	8	3	4	4	8	6	-27,56%	-22,03%
CD	Produits pétroliers raffinés et coke	93	2	3	3	14	3	4	67,03%	5,56%



### REG - Département - A38 - Tous Pays



### REG - Département - A38 - Tous Pays





## APPROCHE GÉOGRAPHIQUE

L'Union européenne reste le premier partenaire commercial de la Seine-Saint-Denis, suivie de l'Asie.

Le point fort des zones partenaires à l'exportation de la Seine-Saint-Denis en comparaison des autres départements d'Ile-de-France reste l'Asie qui devance de loin les autres aires géographiques.

En revanche, au sein de la région Ile-de-France, les exportations de la Seine-Saint-Denis vers le Proche et Moyen-Orient restent en retrait.

Sur le plan des importations, le point fort de la Seine-Saint-Denis au sein de la région Ile-de-France reste l'Europe hors Union européenne et l'Asie.

En revanche, la part de la Seine Saint-Denis dans les importations de la région Ile-de-France en provenance du Proche et du Moyen-Orient et dans une moindre mesure, de l'Amérique, reste faible.

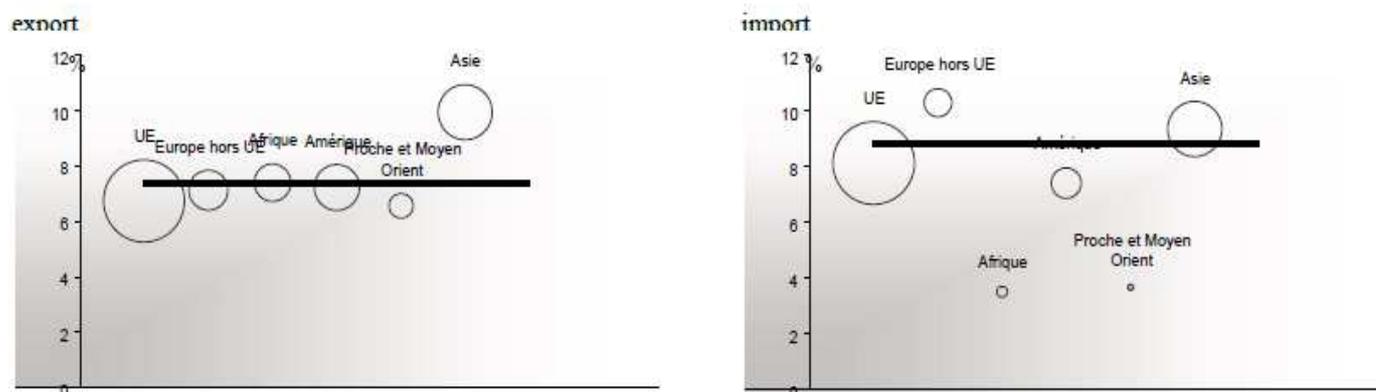
Poids du département dans les échanges commerciaux de la région - période 1T2012 - 4T2012

poids global   
poids par zones 

part du département dans le commerce global de la région 7,4 % à l'export, 8,8 % à l'import.  
part du département dans le commerce de la région avec une zone particulière, par exemple 5,4 % des exportations de la région vers l'Amérique.

L'aire de chaque cercle représente la part de la zone considérée dans les échanges du département. Ainsi, l'aire du cercle <UE> figure 43,1 % des exportations du département, celle du cercle <Amérique>, 13,5 %

La représentation met donc en évidence les spécificités départementales selon une approche de type "point fort - point faible"





► *Palmarès pays sur la période 1T2012 - 4T2012*

Exportation	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang <i>antérieur*</i>
Pays			
Etats Unis	566	9,9	2
Allemagne	536	9,4	3
Italie	528	9,2	1
Belgique	349	6,1	4
Suisse	338	5,9	5
Royaume-Uni	267	4,7	6
Chine	251	4,4	9
Japon	241	4,2	8
Espagne	230	4,0	7
Hong Kong	200	3,5	11
Algérie	165	2,9	12
Pays-Bas	127	2,2	13
Corée du Sud	101	1,8	15
Russie	99	1,7	10
Singapour	81	1,4	19
autres	1 652	28,8	
Total	5 729	100	

*\* période 1T2011 - 4T2011*

Importation	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang <i>antérieur*</i>
Pays			
Chine	1 964	16,6	2
Espagne	1 507	12,7	1
Allemagne	969	8,2	3
Pays NDA	870	7,3	218
Etats Unis	641	5,4	5
Italie	577	4,9	7
Slovaquie	522	4,4	6
Portugal	440	3,7	12
Royaume-Uni	413	3,5	11
Pays-Bas	376	3,2	9
Turquie	308	2,6	14
Hongrie	292	2,5	8
Belgique	285	2,4	10
Suisse	224	1,9	15
République tchèque	215	1,8	13
autres	2 244	18,9	
Total	11 845	100	

*\* période 1T2011 - 4T2011*

- ✓ Les États-Unis prennent une place croissante dans les exportations du département (9,9 % des exportations), de même que l'Allemagne. Les exportations vers la Corée du sud, Singapour et la Chine, se développent nettement.
- ✓ En revanche, les exportations vers l'Italie et vers l'Espagne, pays en récession, diminuent.
- ✓ La Chine devient également le premier pays d'importation (16,6 % en valeur).
- ✓ Les importations en provenance d'Allemagne et des États-Unis se maintiennent, tandis que celles en provenance d'Espagne et des pays de l'Europe de l'est (Slovaquie, Hongrie et République Tchèque), reculent.
- ✓ La Turquie, le Royaume-Uni et le Portugal progressent en tant que pays fournisseurs.



# LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS



## EVOLUTION DES RECETTES DE TVA DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

### 1 - LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*

**Au titre du seul mois de décembre 2012, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :**

Commerce, réparation automobile	34.1 %
Transport et entreposage	15.8 %
Industrie manufacturière	15.6 %

Année	Chiffre d'affaires global	Evolution
2010	132 427 968 907 €	+ 3,02%
2011	136 903 695 864 €	+ 3,38%
2012	143 625 018 583 €	+ 4,91
2me semestre 2011	67 517 889 403 €	+ 3,79
2eme semestre 2012	70 074 699 868 €	
déc-11	12 740 521 489 €	-9,46
déc-12	11 534 917 758 €	



### Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires sont :

De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> trimestre et 4<sup>ème</sup> trimestre)

Industrie manufacturière	19.48 %
Information et communication	10.62 %
Commerce, réparation automobile	10.09 %
Activités spécialisées et techniques	8.73 %

Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)

Industries extractives	4 741.21 %
Production et distribution d'électricité et de gaz	55.44 %
Activités spécialisées et techniques	12.85 %
Transport et entreposage	12.73 %

### Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires sont :

De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre)

Production et distribution d'électricité, de gaz	- 29.10 %
Arts spectacles, activités récréatives	- 14.17 %
Divers	- 11.15 %
Administration publique	- 11.14 %

Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)

Enseignement	- 32.39 %
Industrie manufacturière	- 30.40 %
Activités immobilières	- 23.04%
Divers	- 21.13

Entre le 3<sup>ème</sup> trimestre et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, le chiffre d'affaires global a augmenté de 7,75 %.

Toutefois, si l'on compare le chiffre d'affaires global relevé au mois de décembre 2011 et celui du mois de décembre 2012, une baisse de 9,46 % est à constater.



### Mise en perspective de l'évolution du chiffre d'affaires global

Entre le second semestre 2011 et le second semestre 2012

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2011	67 517 889 403 €	+ 3.79 %
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	70 074 699 868 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre entre ces deux périodes sont :

Industries extractives	3 840.30%
Production et distribution d'électricité, de gaz	18.08%
Activités de services administratifs et de soutien	14.86%
Transport et entreposage	14.86%

Entre le premier semestre 2012 et le second semestre 2012

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul 1 <sup>er</sup> semestre 2012	73 550 318 715 €	- 4.73%
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	70 074 699 868 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de son chiffre d'affaires entre ces deux périodes est :

Production et distribution d'électricité, de gaz	- 36.91%
Arts spectacles et activités récréatives	- 34.99%
Divers	- 34.62%
Administration publique	- 34.62%



## 2 - LA TVA BRUTE TOTALE

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France.

Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche et des prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*

**En montant de TVA brute, trois secteurs d'activités arrivent en tête pour le seul mois de décembre 2012**

<b>Commerce, réparation automobile</b>	41.80%
<b>Industrie manufacturière</b>	13.60%
<b>Activités spécialisées et techniques</b>	9.30%

<b>Année</b>	<b>TVA brute totale</b>	<b>Evolution</b>
<b>2010</b>	17 837 769 637 €	-9,34%
<b>2011</b>	18 561 170 007 €	+ 4,06%
<b>2012</b>	19 360 746 476 €	+ 4,31%
<b>2eme semestre 2011</b>	9 016 688 243 €	+ 3,32%
<b>2eme semestre 2012</b>	9 315 878 788 €	
<b>décembre 2011</b>	1 624 579 981 €	+ 1,23%
<b>décembre 2012</b>	1 644 536 211 €	



### Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée sont :

*De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> trimestre et 4<sup>ème</sup> trimestre)*

Activités spécialisées et techniques	15.52%
Commerce, réparation automobile	15.16%
Industrie manufacturière	15.14%
Information et communication	13.18%

*Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)*

Industries extractives	6 924.74%
Production et distribution d'électricité, de gaz	102.71%
Hébergement et restauration	15.88%
Construction	7.82%

### Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée sont :

*De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> trimestre et 4<sup>ème</sup> trimestre)*

Production et distribution d'électricité, de gaz	-48.59%
Divers	-15.51%
Arts spectacles et activités récréatives	-14.44%
Administration publique	-7.09%

*Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)*

Administration publique	-37.62%
Transport et entreposage	-33.70%
Activités immobilières	-23.92%
Divers	-23.52%

Entre le 3<sup>ème</sup> trimestre et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, la TVA brute collectée globale a progressé de 11.03 % et de 1.23 % si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de décembre 2011 et décembre 2012.



### Mise en perspective de l'évolution de la TVA brute collectée globale entre :

Entre le 2<sup>nd</sup> semestre 2011 et le 2<sup>nd</sup> semestre 2012

	Montant de la TVA brute totale (TOTAL TVA COLLECTÉE)	Evolution
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2011	9 016 688 243 €	+ 3.32 %
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	9 315 878 788 €	

### Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

Industrie manufacturière	4 379.65%
Production et distribution d'électricité, de gaz	88.28%
Construction	10.62%
Hébergement et restauration	9.84%

### Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

Divers	- 16.11%
Transport et entreposage	- 11.22%
Production et distribution d'eau	- 9.49%
Activités immobilières	- 5.83%

Entre le premier semestre 2012 et le second semestre 2012

	Montant de la TVA brute totale (TOTAL TVA COLLECTÉE)	Evolution
Cumul 1 <sup>er</sup> semestre 2012	10 044 470 218 €	- 7.25%
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	9 315 878 788 €	



Le secteur ayant connu la plus forte progression de sa TVA brute collectée entre ces deux périodes est :

Commerce, réparation automobile	1.88%
Industries extractives	1.13%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'électricité, de gaz	-40.42%
Activités spécialisées et techniques	-38.98%
Autres activités de services	-24.04%
Divers	-22.27%

### 3 -LA TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOBILISATIONS

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*



Les secteurs ayant effectué les déductions de TVA sur immobilisations les plus élevées sont, pour le seul mois de décembre 2012 :

Activités de services administratifs et de soutien	29.10%
Activités financières et d'assurance	26.10%
Industrie manufacturière	15.10%

Année	TVA déductible sur immobilisations	Evolution
2010	1 122 462 492 €	+1.07 %
2011	1 145 832 020 €	+2.08 %
2012	1 158 760 578 €	+ 1.13%
2 <sup>nd</sup> semestre 2011	566 032 415 €	+ 4.43%
2 <sup>nd</sup> semestre 2012	591 082 556 €	

Décembre 2011	102 004 405 €	+ 4.13 %
Décembre 2012	106 217 261 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

*De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> trimestre et 4<sup>ème</sup> trimestre)*

Production et distribution d'électricité, de gaz	188.69%
Activités spécialisées et techniques	148.71%
Autres activités de services	57.47%
Industrie manufacturière	46.07%

*Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)*

Activités spécialisées et techniques	282.79%
Transport et entreposage	226.44%
Production et distribution d'électricité, de gaz	178.51%
Arts spectacles et activités récréatives	96.54%



**Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :**

*De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> trimestre et 4<sup>ème</sup> trimestre)*

Administration publique	-49.77%
Arts spectacles et activités récréatives	-38.02%
Enseignement	-24.47%
Activités de services administratifs et de soutien	-22.16%

*Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)*

Administration publique	-94.43%
Santé humaine et action sociale	-58.07%
Industries extractives	-47.57%
Divers	-45.92%

Les déductions globales de TVA sur immobilisations ont diminué de 4.14 % entre le 3<sup>ème</sup> trimestre et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 ; toutefois si l'on compare les données relevées sur les seuls mois de décembre 2011 et décembre 2012, une augmentation de 4.13 % peut être constatée.

**Mise en perspective de l'évolution des déductions globales de TVA sur immobilisations :**

*Entre le 2<sup>nd</sup> semestre 2011 et le 2<sup>nd</sup> semestre 2012*

	Montant de TVA déductible sur immobilisations	Evolution
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2011	566 032 415 €	+ 4.43 %
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	591 082 556 €	

**Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :**

Activités spécialisées et techniques	135.47%
Production et distribution d'électricité, de gaz	100.45%
Arts spectacles, activités récréatives	48.90%
Industrie manufacturière	43.07%



Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

Divers	-43.64%
Autres activités de services	-33.23%
Industries extractives	-32.85%
Hébergement et restauration	-26.02%

Entre le premier semestre 2012 et le second semestre 2012:

	Montant de TVA déductible sur immobilisations	Evolution
Cumul 1 <sup>er</sup> semestre 2012	567 678 022 €	+ 4.12%
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	591 082 556 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

Activités spécialisées et techniques	130.53%
Industrie manufacturière	48.25%
Industries extractives	36.70%
Arts spectacles et activités récréatives	8.33%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'électricité, de gaz	-75.21%
Enseignement	-43.77%
Administration publique	-38.73%
Santé humaine et action sociale	-37.07%



#### 4. LA TVA NETTE A PAYER

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises.

Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisées par les entreprises les plus importantes.

*NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.*

#### **Quatre secteurs d'activité concourent plus particulièrement à alimenter les recettes TVA en décembre 2012 :**

Commerce, réparation automobile	37.10%
Activités spécialisées et techniques	12.00%
Activités financières et d'assurance	9.50%
Activités de services administratifs et de soutien	9.00%

Année	TVA nette à payer	Evolution
2010	5 427 289 577 €	+ 0.10 %
2011	5 572 439 935 €	+ 2.69 %
2012	5 414 878 622 €	-2.83 %
2 <sup>nd</sup> semestre 2011	2 685 208 639 €	- 0.07 %
2 <sup>nd</sup> semestre 2012	2 683 215 170 €	

Décembre 2011	471 608 080 €	+ 2.57%
Décembre 2012	483 748 280 €	



**Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer sont :**

*De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> trimestre et 4<sup>ème</sup> trimestre)*

Commerce, réparation automobile	23.44%
Industrie manufacturière	21.30%
Industries extractives	18.99%
Activités spécialisées et techniques	17.81%

*Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)*

Industries extractives	2 992.05%
Administration publique	428.27%
Production et distribution d'électricité, de gaz	180.02%
Hébergement et restauration	67.37%

**Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer sont :**

*De juillet à décembre 2012 (comparaison 3<sup>ème</sup> trimestre et 4<sup>ème</sup> trimestre)*

Production et distribution d'électricité, de gaz	- 55.19%
Hébergement et restauration	- 16.65%
Arts spectacles et activités récréatives	-16.48%
Production et distribution d'eau	-13.19%

*Entre décembre 2011 et décembre 2012 (comparaison limitée au seul mois de décembre, N-1 et N)*

Santé humaine et action sociale	- 42.17%
Activités immobilières	- 25.00%
Divers	- 16.77%
Industrie manufacturière	- 14.82%

La TVA nette à payer a augmenté de 13.76 % entre le 3<sup>ème</sup> et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, et de 2.57 % si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de décembre 2011 et 2012.



### Mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer entre :

Entre le second semestre 2011 et le second semestre 2012

	Montant de la TVA nette à payer	Evolution
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2011	2 685 208 639 €	- 0.07 %
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	2 683 215 170 €	

### Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

Industries extractives	2 943.40%
Production et distribution d'électricité, de gaz	124.03%
Hébergement et restauration	49.65%
Administration publique	12.91%

### Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

Transport et entreposage	-15.37%
Santé humaine et action sociale	- 9.19%
Activités immobilières	- 7.50%
Industrie manufacturière	-7.47%

Entre le 1<sup>er</sup> semestre 2012 et le second semestre 2012

	Montant de TVA nette à payer	Evolution
Cumul 1 <sup>er</sup> semestre 2012	2 731 663 452 €	- 1.77 %
Cumul 2 <sup>nd</sup> semestre 2012	2 683 215 170 €	



Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'eau	31.50%
Industries extractives	5.84%
Commerce, réparation automobile	4.67%
Industrie manufacturière	1.80%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'électricité, de gaz	-48.55%
Hébergement et restauration	-29.55%
Arts spectacles et activités récréatives	- 24.00%
Enseignement	-21.08%



## SYNTHESE

## Données globales : Seine-Saint-Denis

En milliards d'euros (*situation cumulée*)

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Année 2010	132.43	+3.02%	17.84	-9.34%	1.12	+1.07%	5.43	+ 0.10%
Année 2011	136.90	+3.38%	18.56	+4.06%	1.15	+2.08%	5.57	+ 2.67%
Année 2012	143.63	+4.91%	19.36	+4.31%	1.16	+1.13%>	5.41	- 2.83%
2 <sup>nd</sup> semestre 2011	67.52	+3.79%	9.02	+3.32%	0.566	+4.43%	2.69	- 0.07%
2 <sup>nd</sup> semestre 2012	70.07		9.32		0.591		2.68	
1 <sup>er</sup> semestre 2012	73.55	- 4.73%	10.04	- 7.25%	0.568	+4.12%	2.73	- 1.77%
2 <sup>nd</sup> semestre 2012	70.07		9.32		0.591		2.68	

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Décembre 2011	12.74	-9.46%	1.62	+ 1.23%	0.102	+4.13%	0.472	+2.57%
Décembre 2012	11.53		1.64		0.106		0.484	



## Données globales : Région Ile de France

En milliards d'euros (*situation cumulée*)

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette due	
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution
<b>Année 2010</b>	1 994.5		276.01		19.82		79.27	
<b>Année 2011</b>	2 135.51	+4.58%	297.75	+4.31%	21.27	+16.36%	83.68	+1.23%
<b>Année 2012</b>	2 235.33		310.57		24.75		84.70	
<b>2<sup>ème</sup> semestre 2011</b>	1 004.89	+2.84%	144.18	+2.91%	10.36	+6.79%	39.91	+2.05%
<b>2<sup>ème</sup> semestre 2012</b>	1 074.57		148.37		11.06		40.74	

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution
<b>Décembre 2011</b>	180.18	+3.34%	25.61	-0.15%	1.75	+7.01%	7.01	+0.54%
<b>Décembre 2012</b>	186.19		25.57		1.87		7.04	



## EVOLUTION DES RECETTES D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS) DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Période	Recettes	Evolution
Année 2010	673 592 509 €	-12.57 %
Année 2011	740 058 402 €	+ 9.87 %
Année 2012	736 312 941 €	-0.51%

### Evolution des recettes cumulées au titre du semestre

Période	Recettes	Evolution
2ème semestre 2011	285 445 018 €	+ 0.97%
2nd semestre 2012	288 221 391 €	

### Evolution des recettes cumulées au titre du mois de décembre :

Période	Recettes	Evolution
Décembre 2011	130 177 628 €	- 0.93%
Décembre 2012	128 964 644 €	



## EVOLUTION DE L'ENCOURS DES NOTAIRES DE SEINE-SAINT-DENIS

Année 2010	309 982,53 €	+ 25,09%
Année 2011	338 999,64 €	+ 9,36 %
Année 2012	314 800,00 €	- 7,14 %

### Evolution de l'encours moyen des notaires au titre du semestre :

2ème semestre 2010	329 237,52 €	+ 27,39 %
2ème semestre 2011	341 945,47 €	+ 3,86 %
2ème semestre 2012	310 834,00 €	- 9,10 %

### Evolution de l'encours moyen des notaires au titre du mois de juin :

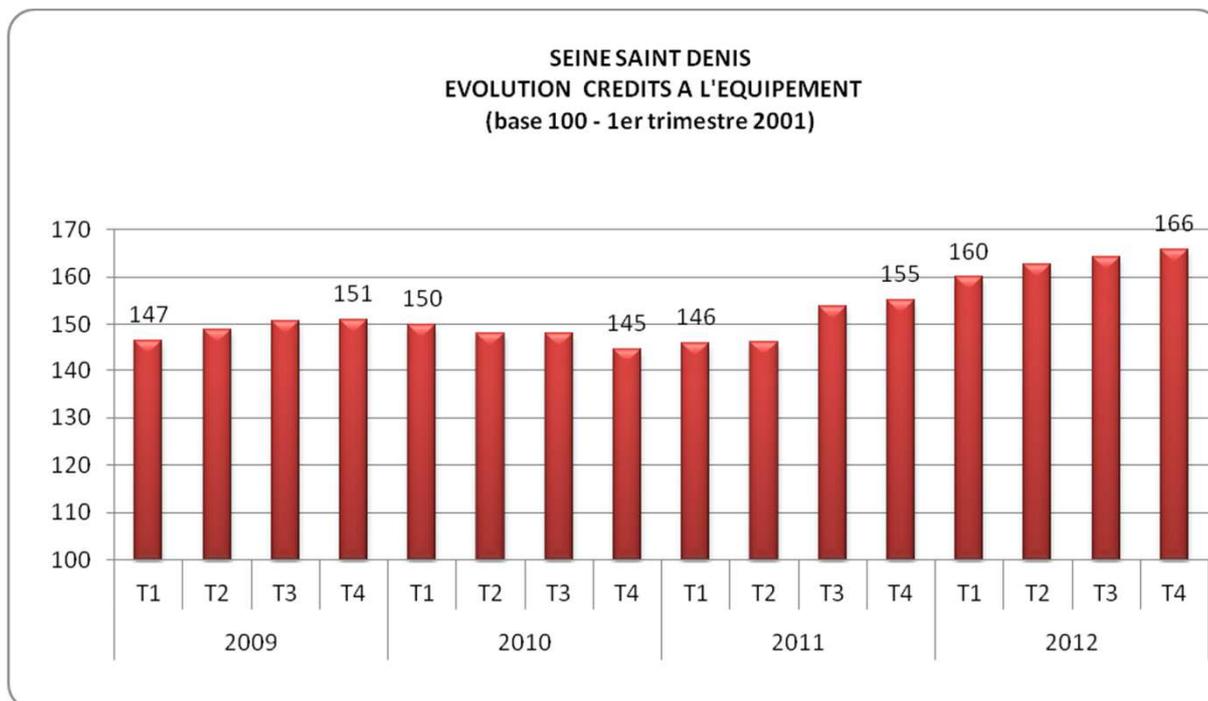
Période	Encours	Evolution
Décembre 2010	365 406,00	+ 30,65 %
Décembre 2011	335 326,80	- 8,23 %
Décembre 2012	312 514,00	- 6,80 %

Après avoir augmenté en 2010 et 2011 respectivement de 25,09% et 9,36%, le montant moyen des encours des notaires connaît une baisse de 7,14% en 2012.

Ainsi, entre le 2ème semestre 2011 et le 2ème semestre 2012, l'encours moyen des notaires a diminué de 9,10% ; et de 6,80% si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de décembre 2011 et décembre 2012.



## EVOLUTION DES CREDITS A L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES



La progression des encours se poursuit au quatrième trimestre 2012, sur un rythme annuel de 7,1 %.

Après un premier trimestre 2012 en forte hausse, la croissance de l'indice s'est nettement ralenti, le quatrième trimestre étant quasiment stable.



# LES ENTREPRISES : INNOVATION

*Actualité des pôles de compétitivité*

- Résultats du 15<sup>ème</sup> appel à projets FUI (Fond Unique Interministériel)



## Résultats du 15ème appel à projets FUI (Fond Unique Interministériel)

Le 18 mars 2013, le gouvernement a annoncé les résultats du quinzième appel à projets du FUI, qui se traduisent par le financement de **72 projets** de recherche et développement (R&D) émanant de **50 pôles** de compétitivité, pour un montant d'aide de l'État de **63.5 M€**.

27 projets sont labellisés ou co-labellisés par des pôles franciliens. Ces projets sont financés pour 25.6 M€ par le FUI et pour 18.4 M€ par les collectivités.

Parmi les **7 pôles de compétitivité visés**, **5 pôles concernent directement le département de Seine-Saint-Denis** :

- **Cap Digital** (TIC et filières des contenus et services numériques), pôle à vocation mondiale couvrant plusieurs départements d'Ile-de-France dont l'intégralité de la Seine-Saint-Denis
- **Medicen** (hautes technologies pour la santé et les nouvelles thérapies), pôle mondial établi sur plusieurs départements franciliens dont une partie de la Seine-Saint-Denis (Bobigny, Rosny-sous-Bois, Romainville, Montreuil, Noisy-le-Grand, Aulnay-sous-Bois, Villepinte)
- **ASTech** (maintenance aéronautique, moyens d'essais et de mesures, emploi, formation, recherche), pôle national concernant en partie le département de Seine-Saint-Denis (Tremblay-en-France, Le Bourget)
- **Advancity** (aménagement et gestion urbaine, mobilité, habitat et économies d'énergie), pôle national étendu sur une partie du territoire francilien dont la Seine-Saint-Denis (Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand)
- **Movéo** (automobile et transports collectifs), pôle à vocation mondiale couvrant une partie de la Haute-Normandie, de la Basse-Normandie et de l'Ile-de-France dont la Seine-Saint-Denis (Bobigny, Drancy, Tremblay-en-France)

Pôle	Nombre de projets déposés	Nombre de projets soutenus	Montant total des aides
System@tic	15	9	17.35 M€
Cap digital	14	6	9.46 M€
Medicen	4	2	3.37 M€
Advancity	5	2	2.64 M€
Astech	3	3	3.32 M€
Movéo	11	3	4.89 M€
Finance Innovation	3	2	2.97 M€
<b>TOTAL</b>	<b>55</b>	<b>27</b>	<b>44 M€</b>

Les partenaires des projets sont soutenus à hauteur de :

- 18.81 M€ pour les PME,
- 15.18 M€ pour les laboratoires,
- 5.44 M€ pour les grands groupes,
- 4.57 M€ pour les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI),



## Localisation des PME et des Laboratoires aidés

Département	Nombre de PME	Nombre de Laboratoires/Universités
75	19	16
77	3	3
78	7	0
91	6	6
92	5	3
93	4	4
94	3	2
95	2	2
<b>TOTAL</b>	49	36

Dans le cadre du 15<sup>ème</sup> appel à projets FUI, plusieurs structures de Seine-Saint-Denis bénéficient de subventions :

Nom du projet	Labellisation	Structure aidée	Localisation de la structure	Financement	Provenance
VCV-AFE	<u>Noalog/</u> Advancity	Vert Chez Vous (PME)	Pantin	140k€ +210k€	CG93 +CRIF
		Dis Engineering (PME)	Le Blanc Mesnil	74k€	CG93
SONAR	Cap Digital	Université Paris 8	Saint-Denis	174k€	FUI
PREVIZ	<u>Images et Réseaux/</u> Cap digital	Loumasystems (PME)	Aubervilliers	83k€	CG93
		ENS Louis Lumière	Saint-Denis (La Plaine)	88k€	CRIF
		Ubisoft	Montreuil	230k€	FUI
LEARNING CAFE	<u>Imaginove/</u> Cap Digital	Université Paris 8	Saint-Denis	234k€	FUI
VIRTUALIS	Systematic	AFNOR	Saint-Denis (La Plaine)	29k€	FUI
MECASIF	Systematic	ArcelorMittal	Saint-Denis	81k€	FUI
QUAUSI	<u>EMC2/</u> Systematic	Spring Technologies (PME)	Montreuil	142k€	FUI



## LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D’AFFAIRES

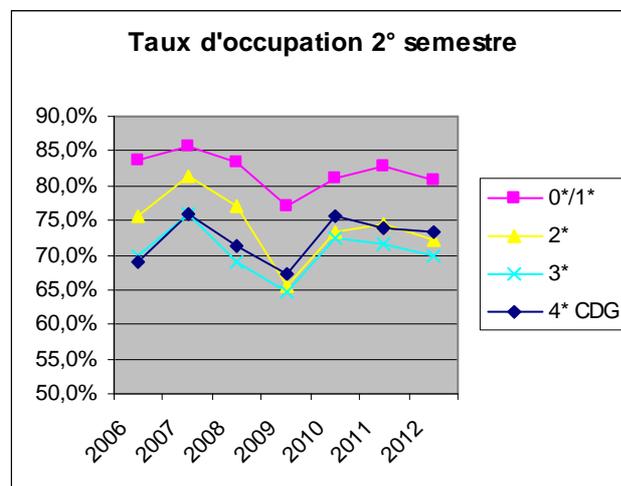
- L’activité hôtelière confirme les signes de ralentissement déjà enregistrés mais la hausse des prix compense le tassement de la fréquentation.
- La fréquentation de la Basilique de Saint-Denis continue de progresser tandis que celle du Musée de l’air recule nettement,



## L'hôtellerie

### Les taux d'occupation orientés à la baisse

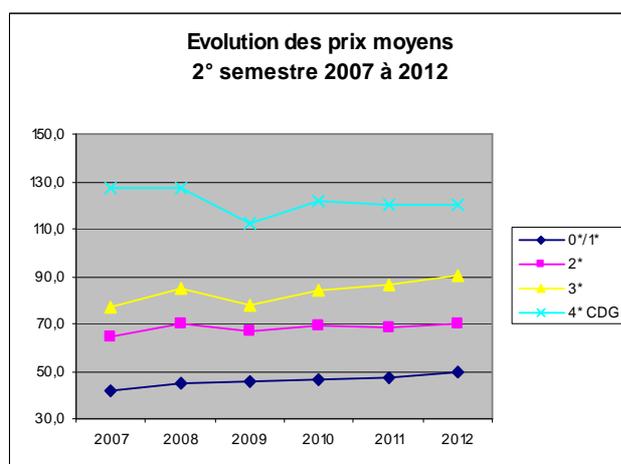
La stagnation des taux d'occupation constatée au premier semestre 2012 est suivie, au second semestre, par un tassement d'environ 2 points à l'exception des établissements haut de gamme de la plate-forme aéroportuaire qui subissent une baisse d'un demi-point. Il semble bien que le redressement constaté depuis le creux de 2009 soit achevé et qu'une nouvelle phase de baisse soit engagée.



Taux d'occupation 2° semestre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
0*/1*	83,8%	85,5%	83,2%	77,1%	80,9%	82,9%	80,7%
2*	75,5%	81,3%	77,2%	65,5%	73,2%	74,6%	72,2%
3*	69,8%	76,0%	68,9%	64,7%	72,3%	71,6%	69,9%
4* CDG	68,9%	75,8%	71,4%	67,2%	75,7%	73,8%	73,3%

### Les prix restent plutôt orientés à la hausse sauf en haut de gamme

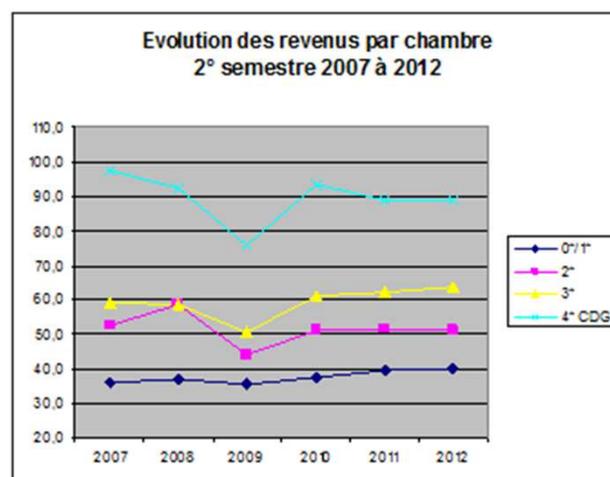
La baisse de la fréquentation, n'a pas provoqué de baisse des prix. Le prix moyen progresse de moins de 1 € par rapport au second semestre 2011 sauf en moyenne gamme où il augmente de 3 €.



Prix moyen par chambre	2007	2008	2009	2010	2011	2012
0*/1*	42,0	44,6	45,8	46,3	47,4	49,3
2*	64,4	70,4	66,6	69,0	68,8	70,0
3*	77,3	84,7	78,2	83,8	86,5	90,6
4* CDG	126,9	127,6	112,3	122,2	119,9	120,4

### Les revenus moyens par chambre continue de progresser sauf en haut de gamme

L'évolution globale des revenus moyens par chambre reste légèrement positive sauf dans la catégorie économique où le revenu moyen recule légèrement, ce qui signifie que la situation économique des établissements ne se dégrade pas.



Revenu moyen par chambre	2007	2008	2009	2010	2011	2012
0*/1*	36,0	37,1	35,3	37,6	39,4	39,9
2*	52,8	58,6	44,0	51,1	51,7	51,0
3*	59,4	58,6	50,8	61,2	62,1	63,8
4* CDG	97,4	92,3	75,9	93,5	88,7	89,0

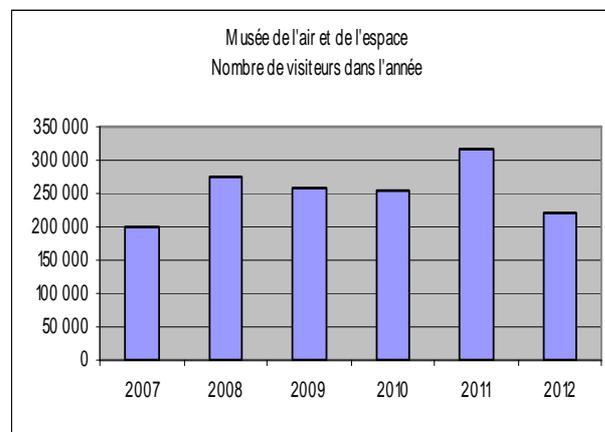


## Les principaux lieux touristiques

### Le Musée de l'air et de l'espace

La fréquentation annuelle du Musée de l'air et de l'espace marque un net recul. Même si l'on efface l'effet, en 2011, du salon de l'aéronautique en établissant la comparaison avec l'année 2010, la baisse est de 25 %. Alors que le premier semestre, hors effet salon, restait stable, le second semestre marque une chute importante, en particulier, en juillet et août. Le Musée retrouve ainsi une fréquentation proche de celle de 2007.

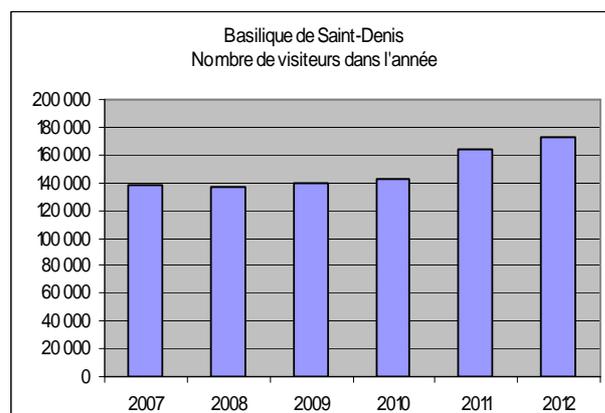
Musée de l'air et de l'espace	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de visiteurs dans l'année	200 989	274 678	259 539	253 007	317 532	221 882



### La Basilique de Saint-Denis

Après une année record en 2011, la Basilique voit encore sa fréquentation progresser en 2012 de 5 % et dépasser les 170 000 visiteurs. Cette progression est plus marquée au second semestre qu'au premier et particulièrement pendant les périodes de vacances scolaires (juillet +22 % ; août +13 % ; décembre +15%). La conjugaison des événements temporaires organisés par la basilique et de sa présence dans les médias est sans doute pour beaucoup dans cette croissance.

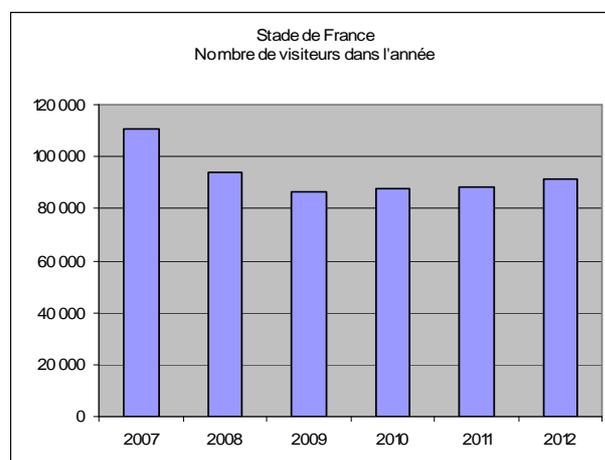
Basilique Saint-Denis	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de visiteurs dans l'année	138 262	136 595	139 006	142 140	163 611	172 121



### Le Stade de France

Le Stade de France voit le nombre de ses visiteurs franchir à nouveau la barre des 90 000 visiteurs ce qui représente une augmentation de 3,5 % par rapport à 2011. Ce bon résultat doit être apprécié avec prudence. Si les chiffres du premier semestre sont en forte hausse, ceux du second marquent une baisse (- 5%).

Stade de France	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de visiteurs dans l'année	110 802	94 115	86 609	87 634	88 355	91 529





## Paris Nord Villepinte

Pour l'année 2012, Paris Nord Villepinte a accueilli 80 événements dont 25 salons (22 salons professionnels et 3 salons Grand Public) et 1.6 millions de visiteurs dont 1.4 millions de visiteurs de salons.

Le 2<sup>ème</sup> semestre a été marqué par le dynamisme des grands salons professionnels internationaux : Emballage, Manutention, Cartes, Midest, SIAL, IPA, SIAL, Silmo, les salons de Première Vision Pluriel et Maison et Objet

## SIAL

Une fréquentation en hausse de 10,2 % par rapport à 2010 confirme le SIAL comme le catalyseur des échanges économiques mondiaux avec près de 150 192 visiteurs professionnels (vs 136 381 en 2010) dont 62,8 % d'internationaux venus de 200 pays.

## IPA

En augmentation de 8 %, le nombre de visiteurs s'établit à 18 100 pour les 5 jours : IPA «*The Global Food Factory*», assoit sa réputation de rendez-vous incontournable auprès des industriels de l'agroalimentaire. Le rayonnement international d'IPA est également significatif avec 51 % de visiteurs étrangers provenant de 130 pays.

**La fréquentation globale du salon dépasse les 40 500 visites** comprenant les visiteurs et les exposants du SIAL venus découvrir IPA ; elle est en légère augmentation depuis l'édition 2010 qui s'était déroulée pour la première fois aux côtés du SIAL. La synergie avec le SIAL a donc tenu ses promesses.

## Silmo

Dans un contexte économique instable, le SILMO, Mondial de l'Optique, a rassuré l'ensemble de la filière. Les 900 exposants présents ont révélé une offre de marques et de produits attractifs et profité d'un très bon climat d'affaires assuré par tous les professionnels présents. En effet durant quatre jours, le salon a accueilli 34.696 visiteurs dont 54,8% d'internationaux et 45,2% de français, soit une stabilité par rapport à la précédente édition en dépit des travaux inopinés sur le RER (en vue d'améliorer son fonctionnement pour l'avenir) qui ont perturbé les déplacements samedi et dimanche.

## Les salons de Première Vision Pluriel

Nombre d'exposants record pour cette édition de Première Vision Pluriel : 1 867 exposants internationaux, parmi les plus créatifs et innovants de leur métier (+9 % vs septembre 2011). Ensemble, ils ont reçu la visite de 60 716 professionnels du monde entier, (+4 % comparé à septembre 2011), dont près de 70 % d'internationaux. Tiré par le luxe et le grand international, Première Vision Pluriel signe une édition d'exception.

## Midest

Malgré un contexte économique difficile, le MIDEST, numéro un mondial des salons de sous-traitance industrielle, qui tenait sa 42<sup>ème</sup> édition a affiché une stabilité remarquable du point de vue de ses surfaces d'exposition et du nombre de ses exposants, avec 1 721 exposants venus de 46 pays dont 64 % de Français. Côté visitorat, 39 347 professionnels sont venus à la rencontre des exposants, un chiffre en repli certes de 8% mais qui n'a pas entaché le caractère très qualifié des professionnels qui se sont déplacés, porteurs de projets et de perspectives concrètes d'affaires. Pas de déception donc dans les allées à la clôture de leur salon de référence : les sous-traitants avaient anticipé l'impact de la conjoncture sur le salon.



### Cartes

Avec cette nouvelle édition, CARTES témoigne à nouveau de la richesse internationale, de la diversité et du dynamisme du secteur des smart technologies et de la sécurité numérique :

- 435 exposants de 45 pays différents
- 19.072 visiteurs, dont 70 % d'internationaux
- 1.586 congressistes
- 119 conférences
- 566 auditeurs à la conférence d'ouverture, le World Card Summit

### Paris-Le Bourget

Pour l'année 2012, Paris-Le Bourget a accueilli 29 événements, dont 8 salons (8 salons professionnels et 2 salons grand public) et près de 800 000 visiteurs, dont 200 000 visiteurs de salons.

Les années paires sont automatiquement plus faibles en fréquentation, le salon de l'aéronautique et de l'espace ayant lieu toutes les 2 ans, les années impaires.

Le 2<sup>ème</sup> semestre a été marqué par la tenue des salons Euronaval, Texworld, Véhicules de Loisirs.

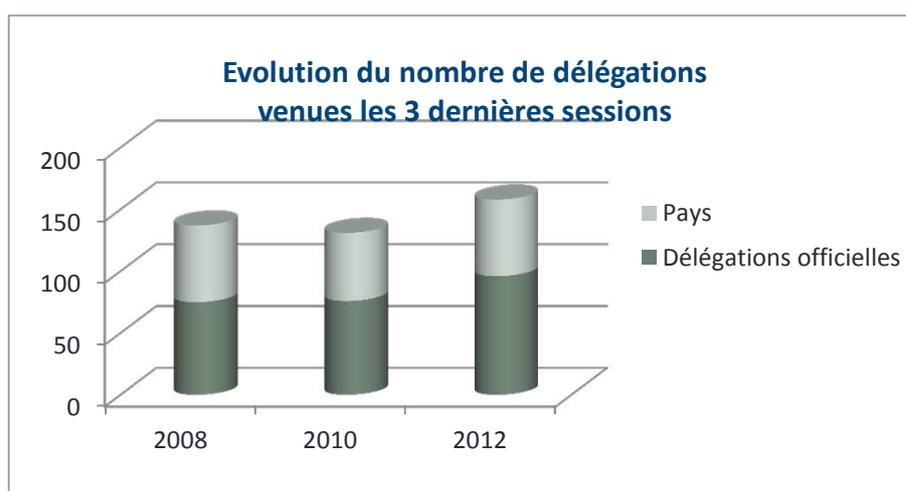
### Euronaval

Pour sa 23<sup>ème</sup> édition, Euronaval a confirmé sa position de rendez-vous international de la défense navale et la sécurité maritime, leader mondial du domaine et promoteur de l'innovation.

30.458 visites professionnelles en provenance de 115 pays, hors délégations officielles, ont montré un intérêt accru pour cette exposition de référence. Après la France, la Russie enregistre la plus forte participation visiteurs suivie de l'Italie, l'Allemagne et du Royaume Uni.

68 % de grandes entreprises et ETI se sont déplacées pour visiter le salon pour 32 % de PME/TPE.

Deux points importants marquent l'édition 2012 : d'une part la présence de délégations étrangères de très haut niveau dont la prise de décision joue fortement sur les programmes d'acquisition de leur pays, et d'autre part la hausse significative du nombre des délégations officielles, ce qui confirme l'intérêt des décideurs du monde entier pour cet événement.



Côté exposants, 370 sociétés de 33 pays, dont 50 % d'étrangers, sur les 14.500 m<sup>2</sup> de surface d'exposition, ont proposé l'offre la plus complète dans le domaine du naval de la défense et de la sécurité maritime qu'il s'agisse de construction navale, de services (formation, conseil, simulation, assistance etc.), d'équipements ou de systèmes.

Après la France, les plus fortes représentations exposants et co-exposants étaient l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie, le Royaume Uni, la Russie et les Pays-Bas



### Texworld

L'analyse des chiffres est biaisée par le mouvement social du premier jour qui a impacté la venue des visiteurs. Le salon a tout de même accueilli 14 400 visiteurs de 104 pays, durant les 4 jours, un écart de -6 % avec la session de septembre dernier. Un reflet de l'ambiance globale du marché mondial et de la situation européenne.

On note une belle présence des Britanniques (+3,33 %) et un regain d'intérêt venu de l'Europe de l'Est. Avec + 20 %, le Brésil se distingue des pays des Amériques. Une présence remarquée des visiteurs du Moyen-Orient à fort pouvoir d'achat.

### Véhicules de Loisirs

98 958 visiteurs, -6 % par rapport à l'année principale. Près de 800 camping-cars (30 marques différentes), 200 caravanes, des dizaines de mobil-homes, leurs équipements et accessoires dévoilés sur 90 000 m<sup>2</sup> d'exposition (cinq halls et un espace extérieur). 10 000 m<sup>2</sup> réservés à l'espace de vente de camping-cars d'occasion.



## LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI

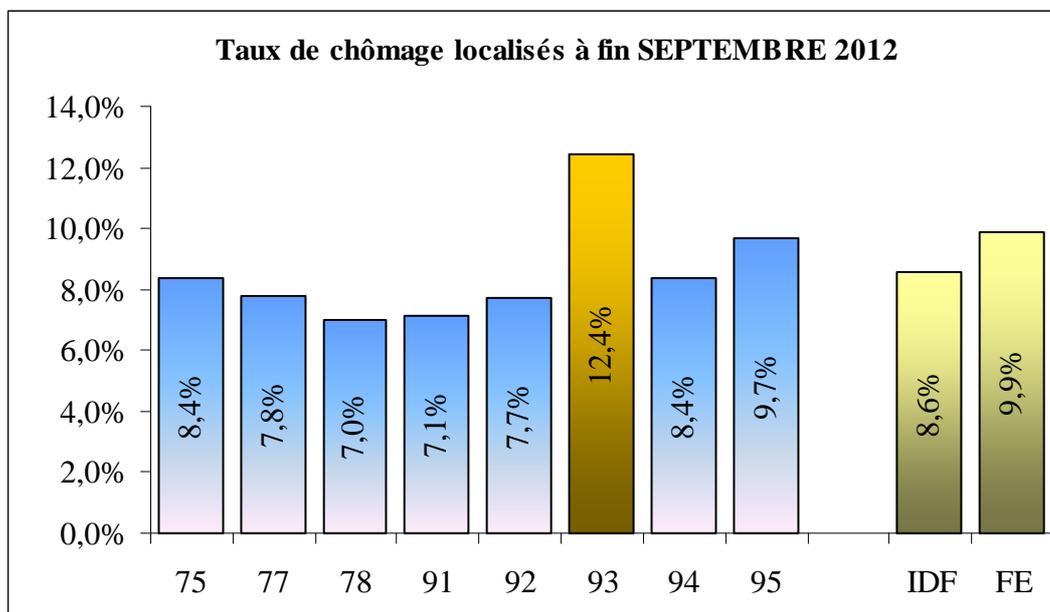
- Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, le taux de chômage s'est élevé à 12.4 % en Seine-Saint-Denis, contre 8.6 % en Ile-de-France et 9.9 % en France métropolitaine. Ce taux reste le plus élevé de la région Ile-de-France ; il suit une évolution faible mais régulière .
- Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, l'emploi salarié s'est élevé à 384 585 en Seine-Saint-Denis, soit une baisse de 1 513 par rapport au second trimestre 2012. Sur un trimestre, l'emploi salarié enregistre un repli de 0.4 % et revient au niveau enregistré lors du 3<sup>ème</sup> trimestre 2011.



## Les taux de chômage en Ile-de-France :

A la fin du mois de septembre 2012, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **12,4 %**<sup>(1)</sup>, contre 8,6 % en Ile-de-France et 9,9 % pour la France entière.

Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France. Il augmente de 0,1 point sur un trimestre et de 0,7 point sur un an.



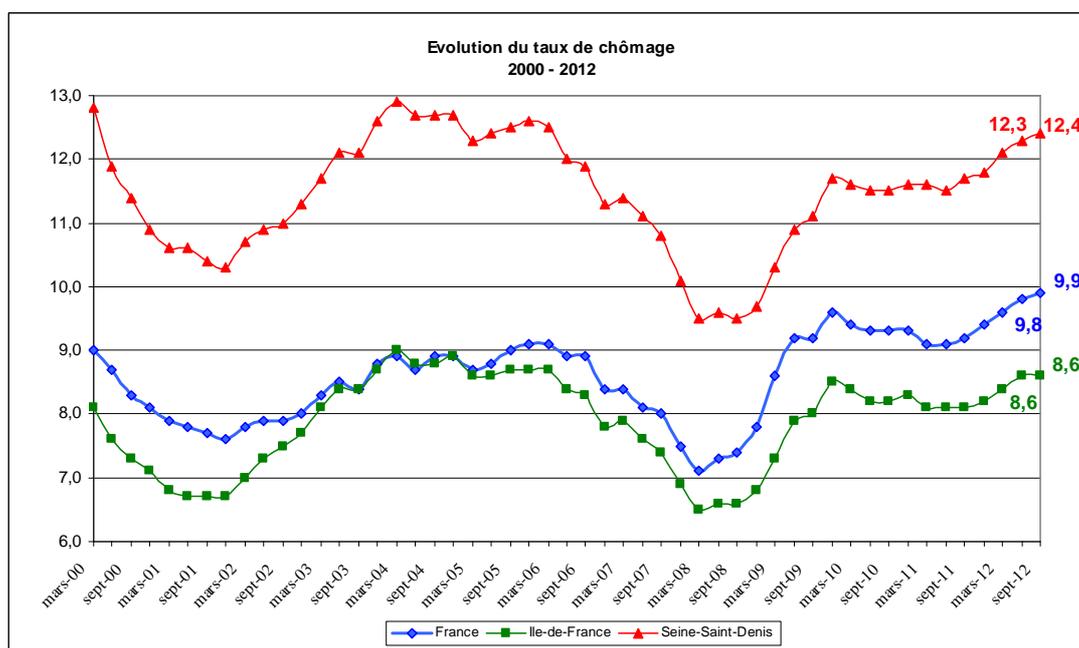
(1) A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors rétopolées sur plusieurs trimestres.

Source : INSEE

## Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Ile-de-France et de la France entière (de 2000 à 2012) :

Fin septembre 2012, pour le cinquième trimestre consécutif, le taux de chômage continue d'augmenter en Seine-Saint-Denis.

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE



### La demande d'emploi à fin décembre 2012 :

Fin décembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C (134 550 DEFM), augmente de + 8,6 % sur un an et de + 46,3 % depuis septembre 2008 (91 960).

Depuis janvier 1997 (date des séries statistiques disponibles), la Seine-Saint-Denis n'a jamais connu un nombre aussi élevé de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A,B,C.

La hausse atteint surtout les seniors (+15,4%) et les demandeurs d'emploi de longue durée (+12,9%) ; le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans enregistre une augmentation de +7,3% sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi hommes et celui des femmes augmente de +8,6%.

Les hommes représentent 53% des demandeurs d'emploi.

Situation à fin décembre 2012	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois cat. A,B,C <sup>(1)</sup> (données CVS), dont :	134 550	+8,6%
– femmes	63 220	+8,6%
– hommes	71 330	+8,6%
– DELD	54 640	+12,9%
– moins de 25 ans	14 510	+7,3%
– 50 ans et plus	29 740	+15,4%
a) Demande d'emploi enregistrée, catégorie A,B,C données brutes (cumul annuel), dont :	179 578	+3,6%
– jeunes de moins de 25 ans	40 639	+6,5%
– femmes	86 925	+3,2%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

#### <sup>(1)</sup> Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

**catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

**catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;

**catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;

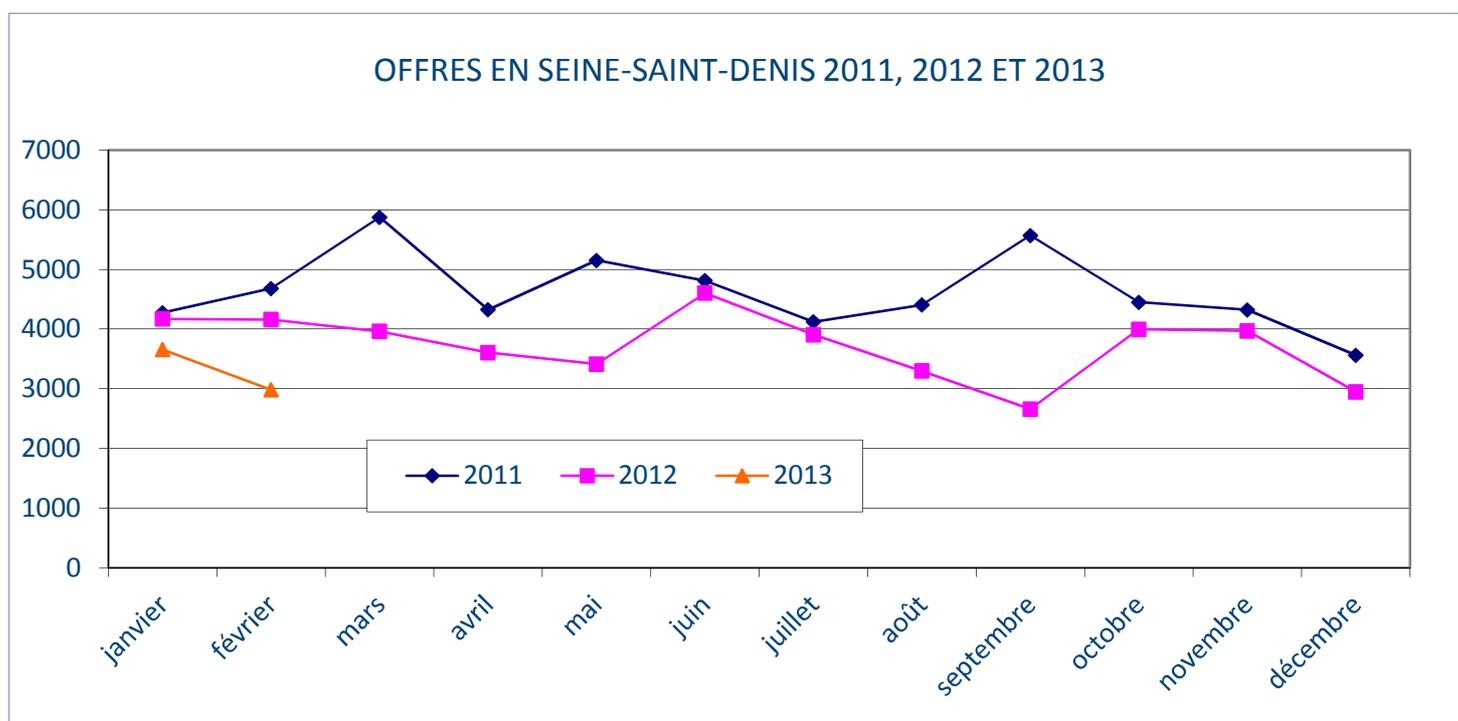
**catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

**catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



Les offres d'emploi en Seine-Saint-Denis en 2011, 2012 et 2013

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2011	4273	4682	5875	4324	5152	4811	4123	4406	5569	4451	4323	3562
2012	4170	4160	3962	3605	3413	4604	3906	3297	2659	3996	3970	2948
2013	3657	2983										





## Offres d'emploi enregistrées et offres d'emploi satisfaites 2011-2012 Seine-Saint-Denis par type et taille

### OEE Seine-Saint-Denis par type d'offres (cumul janvier-février)

	2012	2013	Evolution
<b>Total</b>	8053	6640	-17,5%
<b>Emploi durable</b>	4524	3817	-15,6%
<b>Emploi temporaire</b>	3221	2180	-32,3%
<b>Emploi occasionnel</b>	308	643	108,8%

### OEE Seine-Saint-Denis par taille d'établissement (cumul janvier-février)

	2012	2013	Evolution
<b>Total</b>	8053	6640	-17,5%
<b>K0</b>	346	587	69,7%
<b>1 à 9 salariés</b>	2948	2008	-31,9%
<b>1 à 49 salariés</b>	5018	3914	-22,0%
<b>50 salariés et plus</b>	2645	1872	-29,2%
<b>50 à 199 salariés</b>	1148	734	-36,1%
<b>Non défini</b>	44	267	506,8%

### Offres satisfaites par type d'offres (cumul janvier-février)

	2012	2013	Evolution
<b>Total</b>	7281	5381	-26,1%
<b>Emploi durable</b>	4189	2931	-30,0%
<b>Emploi temporaire</b>	2789	1864	-33,2%
<b>Emploi occasionnel</b>	303	586	93,4%


**Offres enregistrées par secteur NAF (cumul janvier-février)**

	2012	2013	Evolution
TOUS NAF	8053	6640	-17,5%
01 AGRICULTURE	2	2	0,0%
02 INDUSTRIE	316	241	-23,7%
03 B.T.P	427	430	0,7%
G COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1117	969	-13,2%
H TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	347	319	-8,1%
I HEBERGEMENT ET RESTAURATION	317	335	5,7%
J INFORMATION ET COMMUNICATION	371	207	-44,2%
K ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	329	248	-24,6%
L ACTIVITES IMMOBILIERES	72	65	-9,7%
M ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	542	450	-17,0%
N ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	1973	1709	-13,4%
O ADMINISTRATION PUBLIQUE	474	375	-20,9%
P ENSEIGNEMENT	464	337	-27,4%
Q SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	663	521	-21,4%
R ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	252	120	-52,4%
S AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	369	303	-17,9%
T ACTIVITES DES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS, ACTIVITES INDIFFERENCIEES DES MENAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	15	0	-100,0%
U ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	0	0	0
Non Renseigné	3	9	200,0%

**Cumul à fin février 2013**

	Valeur	Evolution annuelle	2012
Offres d'emploi enregistrées (tous types) données brutes (cumul annuel)	6640	-17,5%	8053
Dont emploi durable	3817	-15,6%	4524
Dont emploi temporaire	2180	-32,3%	3221
Dont emploi occasionnel	643	108,8%	308
Offres d'emploi satisfaites (tous types)	5381	-26,1%	7283



## Les offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES)

Le cumul des offres collectées au cours des douze derniers mois (46 021) diminue de -16,8 % sur un an.

Les offres d'emploi durable (24 900) représentent 54 % des offres et enregistrent une baisse de -19,3 % sur un an.

Les offres d'emploi temporaire (16 737) représentent 36 % des offres et régressent de -15,5 % sur un an.

Les offres d'emploi occasionnel (4 384) représentent 10 % des offres, elles diminuent de -6,6 % sur un an.

Le cumul des offres d'emploi satisfaites au cours des douze derniers mois (39 827 offres tous types) enregistrent une baisse de -18,4 % sur un an.

Situation à fin décembre 2012	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
<b>Offres d'emploi enregistrées tous types données brutes (cumul annuel), dont :</b>		46 021	-16,8%
– offres d'emploi durable	54%	24 900	-19,3%
– offres d'emploi temporaire	36%	16 737	-15,5%
– offres d'emploi occasionnel	10%	4 384	-6,6%
<b>Offres d'emploi satisfaites tous types, données brutes (cumul annuel)</b>		39 827	-18,4%

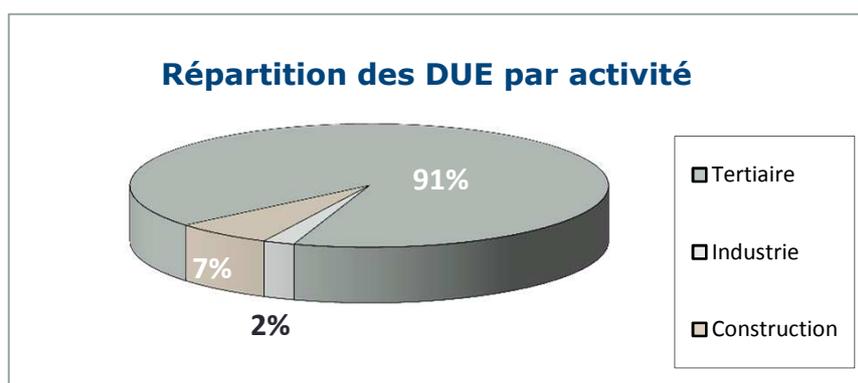
Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UT 93)



## Evolution des déclarations uniques d'embauches (DUE) Seine-Saint-Denis

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 2012*	Poids secteur	Evolution 2012/2011
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	2 472	0,39%	-2,03%
	Cokéfaction et raffinage	17	0,00%	-32,00%
	Equipements électriques, électroniques, informatiques	771	0,12%	-9,77%
	Fabrication de matériels de transport	671	0,11%	-24,64%
	Autres produits industriels	7 572	1,20%	-5,64%
	Industries extractives, énergie, eau	1 951	0,31%	11,94%
	INDUSTRIE	13 455	2,13%	-4,32%
CONST.	CONSTRUCTION	42 008	6,66%	7,35%
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	52 109	8,26%	-2,81%
	Transport	31 590	5,01%	-7,35%
	Hébergement et restauration	98 659	15,63%	11,31%
	Information et communication	98 721	15,64%	1,96%
	Activités financières et d'assurance	6 993	1,11%	-15,39%
	Activités immobilières	1 963	0,31%	-9,71%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	119 016	18,86%	3,13%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	67 203	10,65%	13,99%
	Autres activités de services	99 330	15,74%	-6,24%
	TERTIAIRE	575 583	91,21%	2,07%
AUTRES	Activités diverses et non classées	18	0,00%	-
	TOTAL hors interim	631 065	100,00%	2,26%

\* Données provisoires



Le ralentissement de la croissance de l'emploi constaté au 1er semestre se confirme avec une augmentation du nombre d'embauches de 2,26 % (+ 13 961 déclarations d'embauches) contre une augmentation de 8,95 % constatée un an plus tôt.

L'augmentation des déclarations d'embauches concerne les secteurs de la construction (+7,35 %) et du tertiaire (+2,07 %), le secteur de l'industrie poursuit son recul (-4,32 %).



## Le revenu de solidarité active (RSA)

Nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis (juin 2009 à décembre 2012) source : CAF

	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Total RSA
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Mars_10	55 277	14 262	6 194	75 733
Juin_10	56 227	14 574	6 030	76 831
Sept_10	56 172	14 391	6 238	76 801
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Mars_11	58 439	14 564	6 463	79 466
Juin_11	58 717	14 932	6 616	80 265
Déc_11	59 490	14 365	7 140	80 995
Mars_12	59 879	14 801	7 188	81 868
Juin_12	60 771	15 289	7 329	83 389
Spet_12	61 961	15 209	7 522	84 692
Déc_12	63 687	15 266	7 761	86 714

### LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].

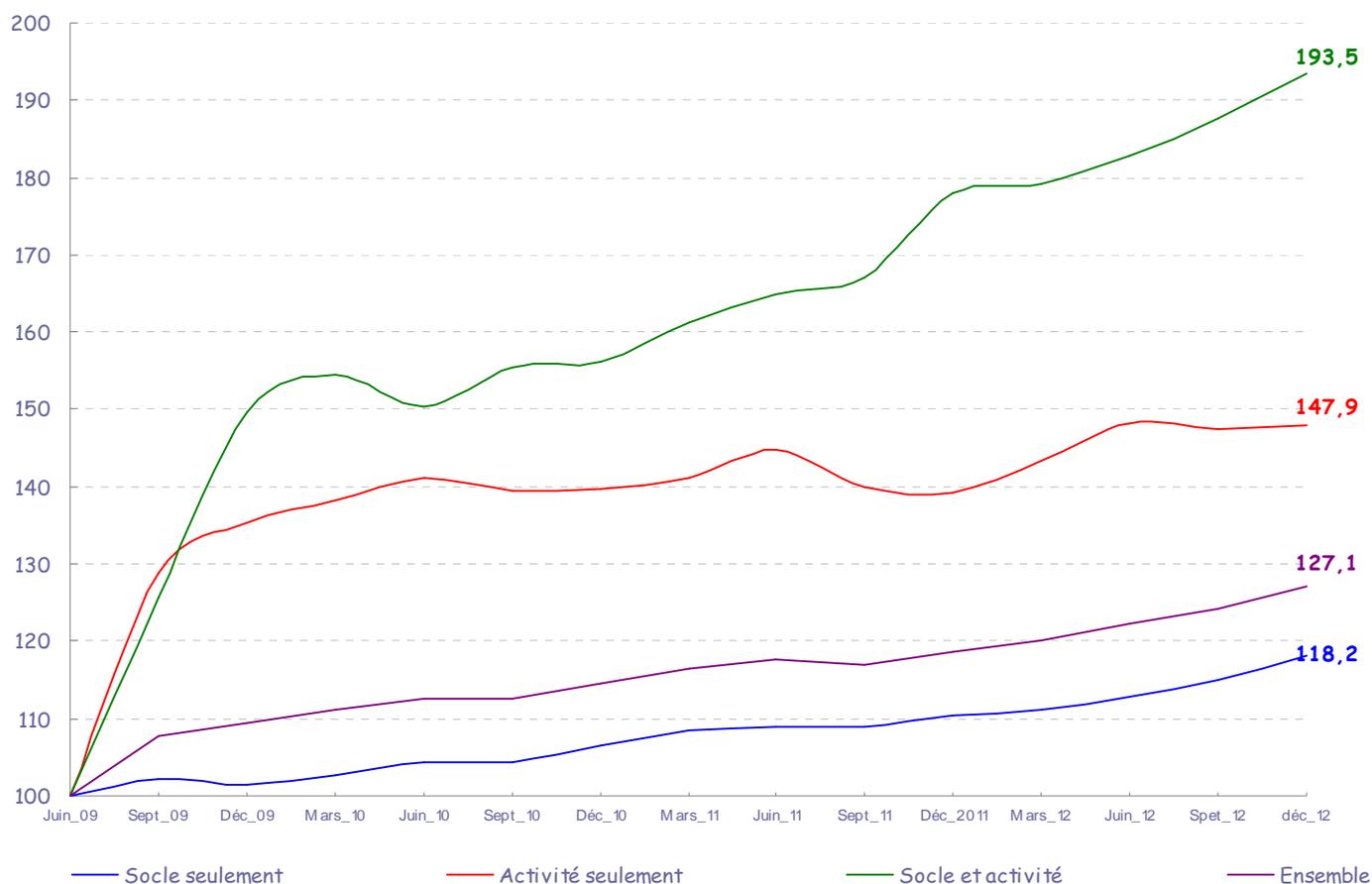
RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée)



Evolution trimestrielle (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis (juin 2009 à décembre 2012)



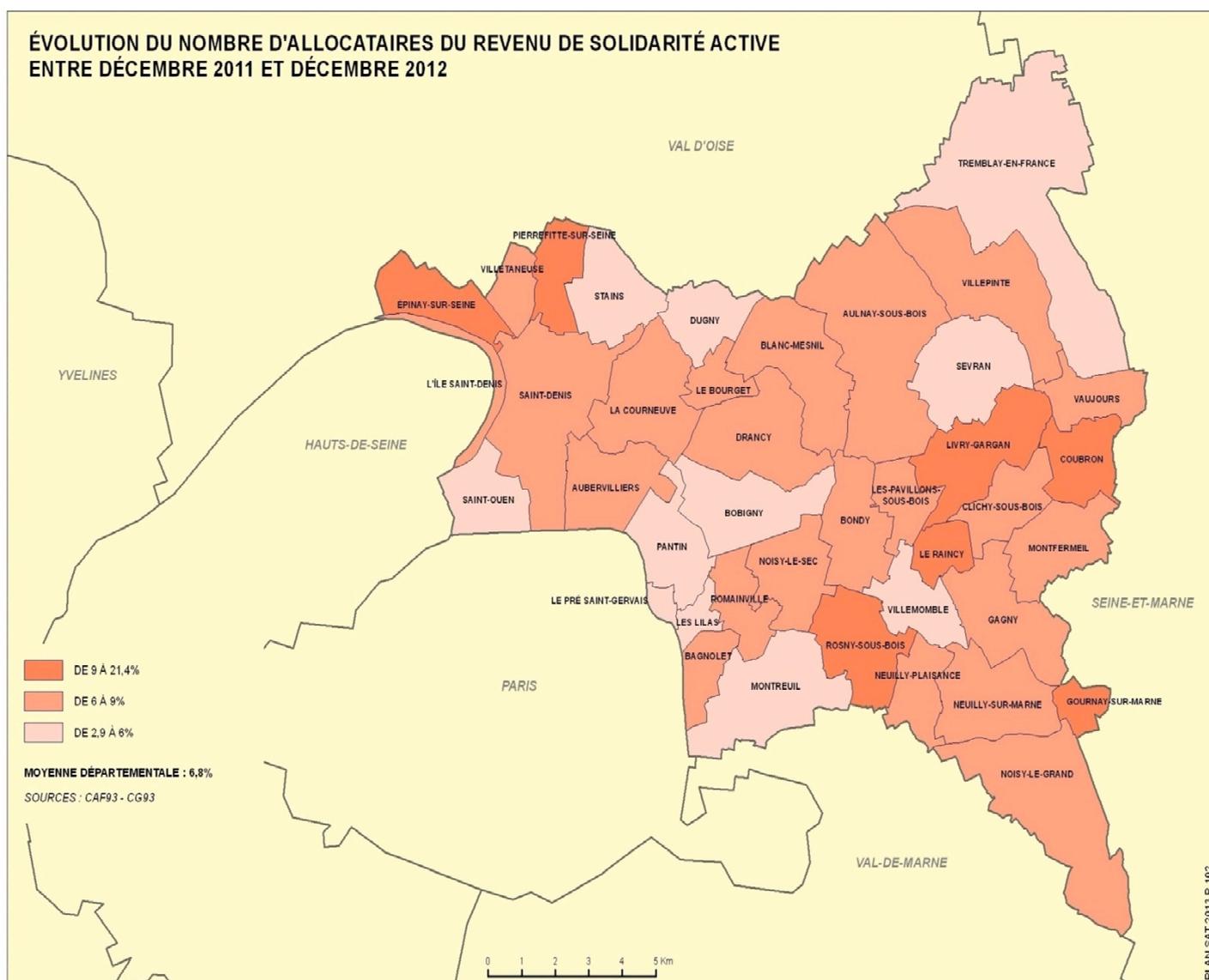
Source : CAF93

**En décembre 2012, non seulement le RSA socle continue d'être le plus important en Seine-Saint-Denis, mais sa progression est plus rapide que le RSA activité depuis les deux derniers trimestres.**

**En effet, alors que le RSA activité stagne (+ 48 % en juin et décembre), le RSA socle passe, pour la même période d'une augmentation de 15 % à 18 %.**



## Situation infra départementale



Indistinctement, entre décembre 2011 et décembre 2012, toutes les communes de la Seine-Saint-Denis ont vu le nombre d’allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) progresser sur leur territoire.

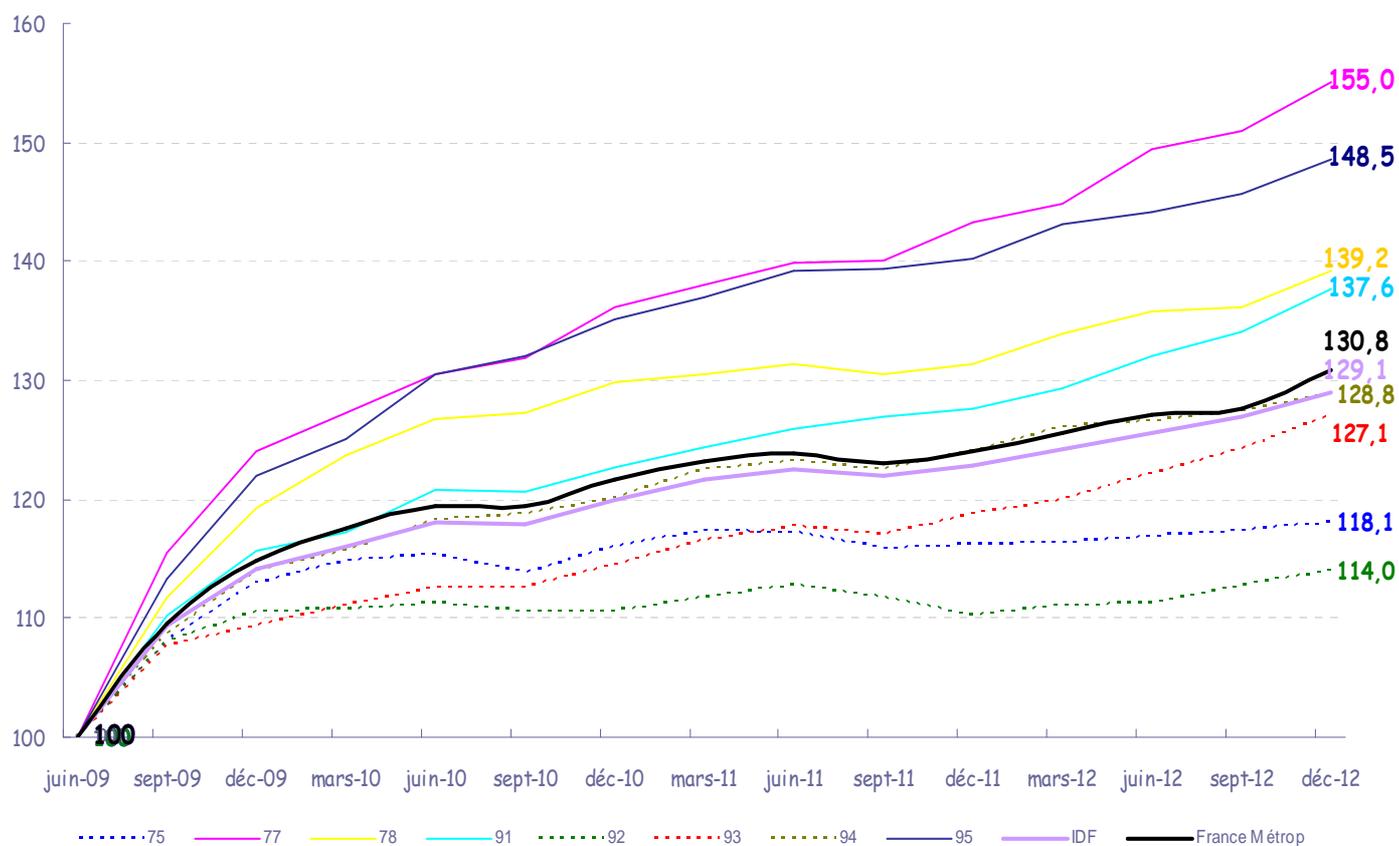
Pour un grand nombre d’entre elles, la hausse est comprise entre 6 % et 9 %, sept villes, sans caractéristiques communes, se distinguent avec un accroissement plus important. Il s’agit des villes de Coubron (21,4 %), de Gournay sur Marne (17,7 %), d’Epinay-sur-Seine (10 %), de Livry-Gargan (10,6 %), de Pierrefitte-sur-Seine (11,4 %), du Raincy et de Rosny-sous-Bois (16,8 %).

Enfin, on compte neuf villes du département dont le nombre d’allocataires, a plutôt, faiblement augmenté (de 3 % à 6 %)



## Evolution du nombre d'allocataires du RSA (base 100), de juin 2009 à juin 2012 selon les départements franciliens

Evolution dun nombre d'allocataires du RSA dans les départements franciliens de juin 2009 à décembre 2012 (base 100 = juin 2009)



Source : CAF93

Depuis la création du Revenu de Solidarité Active en juin 2009, le nombre d'allocataires n'a cessé de croître dans l'ensemble des départements franciliens.

En décembre 2012, le nombre d'allocataires du RSA a progressé par rapport à juin 2009, dans les Hauts-de-Seine de 14 %, à Paris de 18 %, en Seine-Saint-Denis de 27 % et dans Val de Marne de 29 %. Dans les départements de la grande couronne, les progressions enregistrées s'élèvent pour la Seine-et-Marne à 55 %, pour les Yvelines à 39 %, pour l'Essonne à 37 % et le Val d'Oise à 48,5 %.

L'accroissement en moyenne régionale s'élève elle à 29 %.



### Nombre de personnes couvertes par le Revenu de Solidarité Active (RSA) au 31/12/2012 dans les départements d'Ile-de-France

Département	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	Evolution (en %) décembre 2011 & décembre 2012	Evolution (en %) décembre 2009 & décembre 2012
Paris	72 934	74 913	74 952	76 230	1,7	4,5
Seine-et-Marne	25 385	27 830	29 319	31 700	8,1	24,9
Yvelines	21 483	23 388	23 660	25 056	5,9	16,6
Essonne	23 157	24 567	25 544	27 563	7,9	19,0
Hauts-de-Seine	35 613	35 602	35 503	36 701	3,4	3,1
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>74 599</b>	<b>78 131</b>	<b>81 000</b>	<b>86 714</b>	<b>7,1</b>	<b>16,2</b>
Val de Marne	38 894	40 997	42 312	43 978	3,9	13,1
Val d'Oise	28 206	31 262	32 462	34 364	5,9	21,8
Ile-de- France	320 271	336 690	344 752	362 306	5,1	13,1
France métropolitaine	1 697 357	1 797 714	1 879 730	1 933 224	2,8	13,9

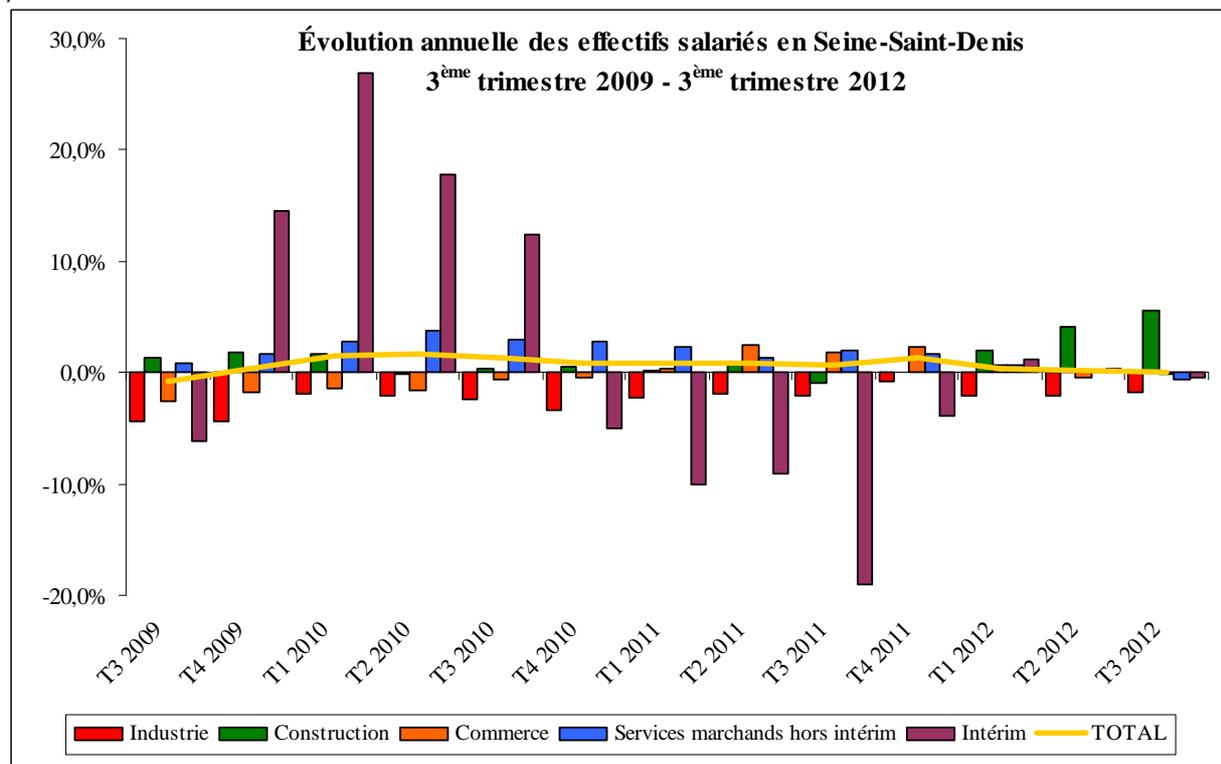
Source : CAF93



## Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS)

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2012, les effectifs salariés (384 583 emplois) diminuent de -0,4 % sur un trimestre (-1 512 emplois) et de -0 % sur un an, soit -113 emplois.

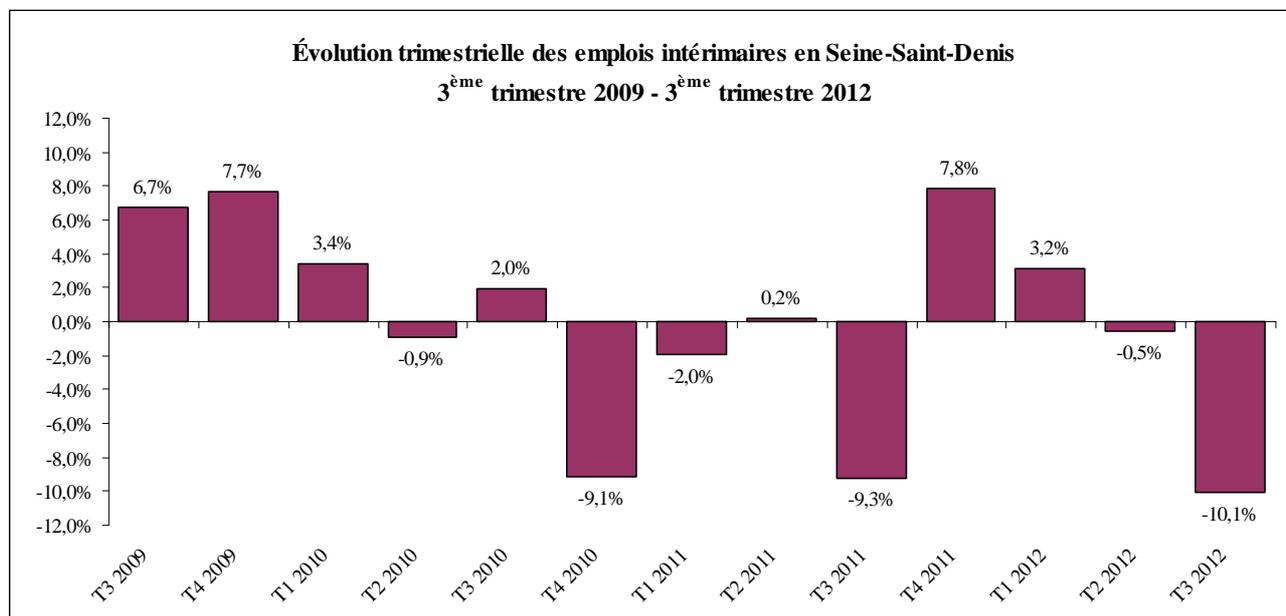
Au troisième trimestre 2012, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (-0,6 %), Construction (+ 0,6 %), Commerce (-0,3 %) et Services marchands hors Intérim (-0,3 %).



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

## L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2012, le nombre d'intérimaires (6 197) diminue de -10,1 % sur un trimestre et de -0,5 % sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93) 73



## Le recours au chômage partiel

Pour l'année 2012, hors PSA, 72 720 heures de chômage partiel ont été autorisées par les services de la DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis, contre 20 170 heures en 2011, concernant 56 entreprises, contre 17 en 2011 et 927 salariés, contre 35 en 2011.

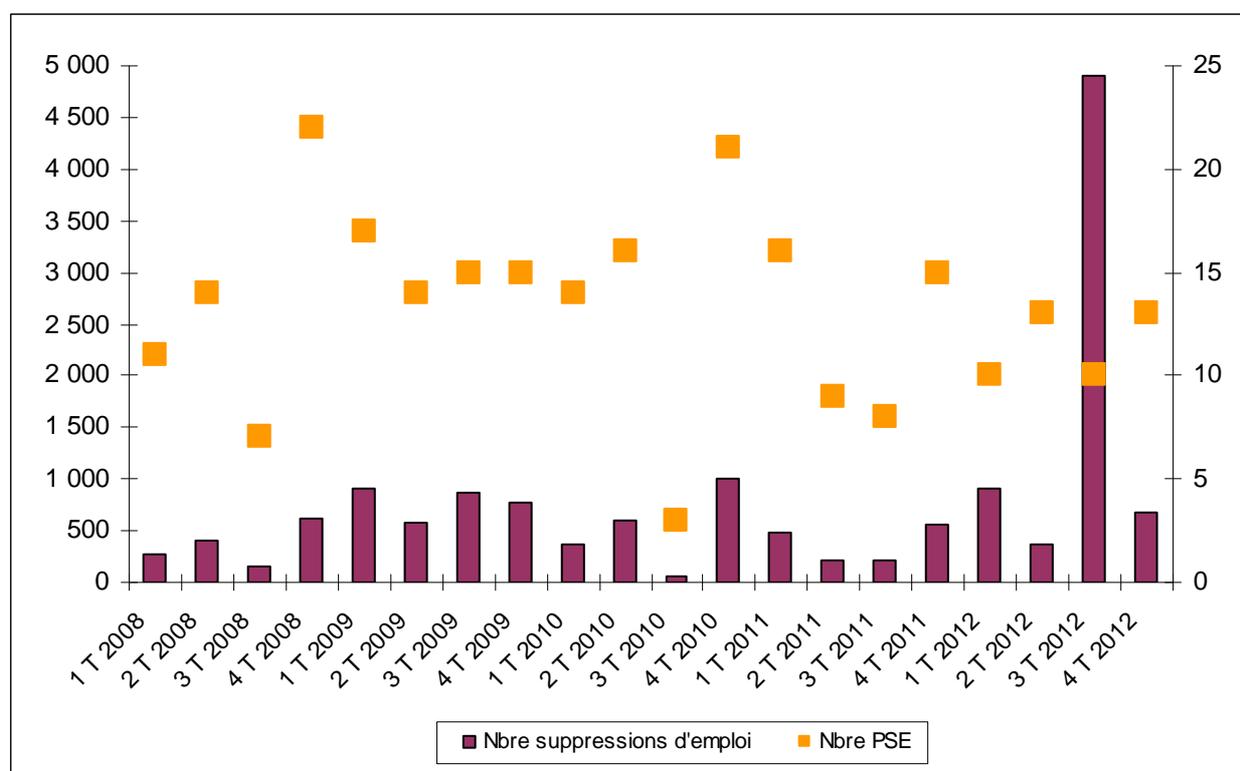
Ainsi, le nombre d'heures autorisées augmente de + 260 %, celui des entreprises ayant eu recours au chômage partiel de + 229 % et celui des salariés concernés de + 2 549 % par rapport à la même période de l'année 2011.

PSA cumule pour l'année 2012, 113 900 heures de chômage partiel autorisées pour 2 300 salariés.

## Forte hausse du nombre de licenciements économiques avec PSE

En 2012, nos services ont enregistré 46 projets de licenciements économiques avec PSE représentant 6 850 suppressions d'emploi sur le département. Si, le nombre des procédures baisse de -4,2 %, celui des suppressions de postes augmente de + 362 % par rapport à l'année 2011 (48 procédures et 1 483 suppressions de postes).

La prise en compte du plan PCA (cessation d'activité à Aulnay-sous-Bois et réorganisation à Saint-Ouen entraînant 3 056 suppressions de postes) impacte fortement les chiffres.



Source : Direccte IDF/UT 93



# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER



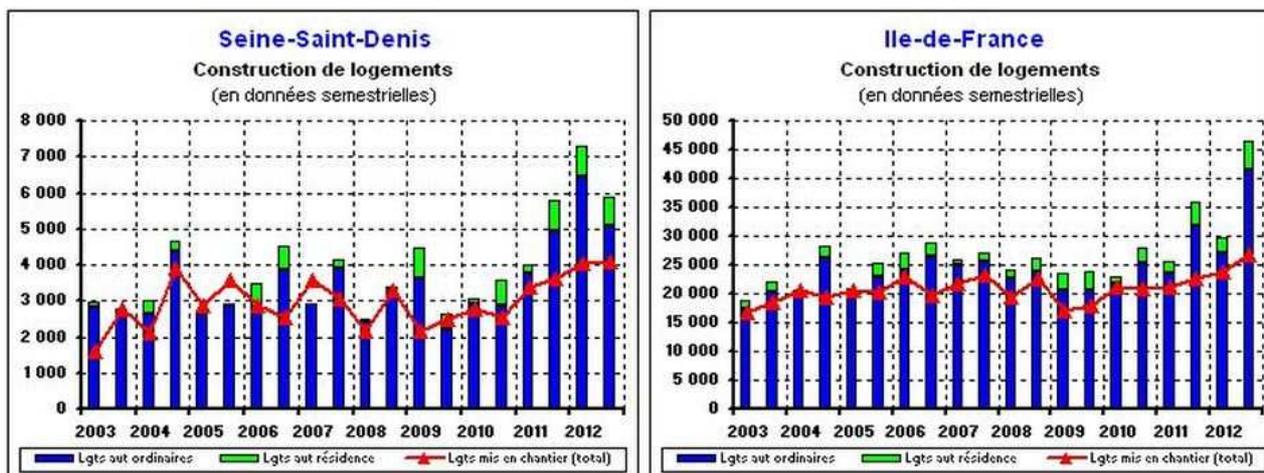
### Volume de la construction des logements neufs (privée et sociale)

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France. Avec la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, l'objectif régional de construction a été porté à 70 000 logements par an, la part de la Seine-Saint-Denis s'élevant à un peu plus de 11 600 logements répartis sur 4 bassins de territorialisation.

En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2012, le volume des autorisations de construire de logements ordinaires a baissé de 21 % par rapport au premier semestre, mais reste cependant à un niveau assez élevé avec un peu plus de 5 000 nouveaux logements familiaux en projet. Sur la même période, le développement de l'offre de logements en résidences (pour étudiants, personnes âgées, etc ...) est resté pratiquement stable par rapport au deux semestres précédents avec 820 logements autorisés. La production totale, tous types de logements confondus, soit près de 5 900 logements, enregistre ainsi une baisse de 19 % par rapport aux six premiers mois de l'année.

Le bilan 2012 montre que près de 13 200 logements ont été autorisés à la construction sur l'année, soit une progression de 25 % par rapport à 2011, avec notamment une augmentation de 32 % pour les logements ordinaires (11 500 unités). La production de logements atteint ainsi son plus haut niveau depuis 30 ans. Cette évolution à la hausse se retrouve au niveau régional où le volume global des autorisations de construire (environ 46 400 logements) augmente de 56 % par rapport au premier semestre 2012, les logements ordinaires (environ 41 500 logements) progressant de près de 53 % et les logements en résidence (environ 5 000) de 91 %.

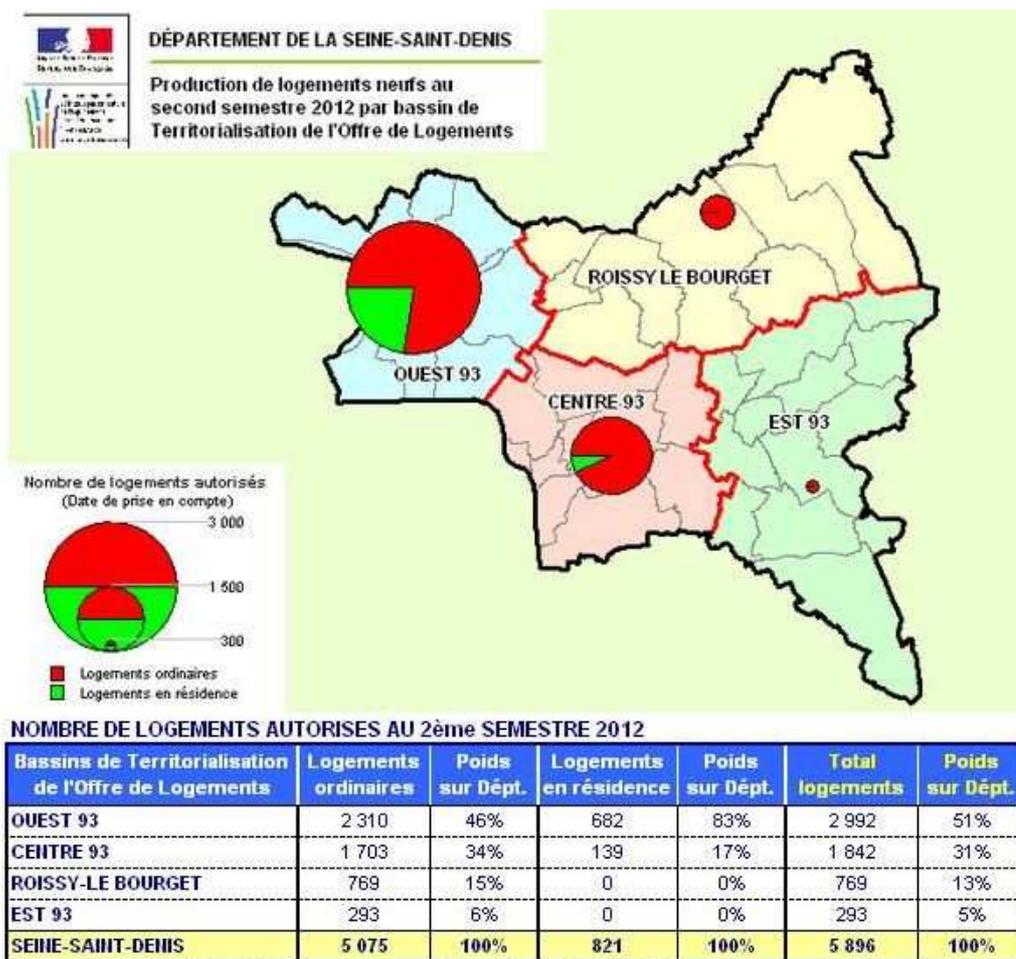
Ce dynamisme de la construction doit toutefois être modulé, en raison de l'impact sur les statistiques de la démarche qualité engagée par le ministère de l'Équipement, visant à améliorer la collecte des données, depuis fin 2011 sur le département de la Seine-Saint-Denis, étendue en 2012 à l'ensemble de la région Île-de-France. Quant aux données statistiques sur les mises en chantier, elles n'ont pas encore été impactées par les résultats du contrôle qualité engagé sur la collecte des données. Leur niveau, tant à l'échelle départementale que régionale, présente un décrochage très important par rapport aux autorisations de construire, qui ne permet pas de se prononcer sur les tendances effectives. En l'état actuel des données, près de 8 200 logements auraient été mis en chantier en 2012 dans le département et environ 55 000 sur toute l'Île-de-France soit, par rapport à 2011, une augmentation respective de 16% et 18 %.



Source : DRIEA IF / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis (Sit@del2 en date de prise en compte)



Construction des logements neufs par territoire (privée et sociale)



Source : Sit@del - Date de Prise en Compte (requête du 29/01/2013)

La répartition de l'offre nouvelle départementale de logements familiaux (ordinaires), par bassin de Territorialisation de l'Offre de Logements (bassin TOL), montre qu'au second semestre 2012, la baisse du volume départemental de projets est concentrée sur les bassins EST, ROISSY-LE BOURGET et CENTRE.

Compte tenu des réserves émises sur la collecte des données, les tendances observées au niveau infra départemental doivent être considérées avec prudence. Ainsi, sur le bassin EST (plateau de Clichy-Montfermeil et secteur de Noisy-le-Grand), le nombre des autorisations de construire (à peine 300 logements ordinaires) n'intègre pas encore les données de la commune de Noisy-le-Grand où l'activité est restée importante durant l'année 2012.

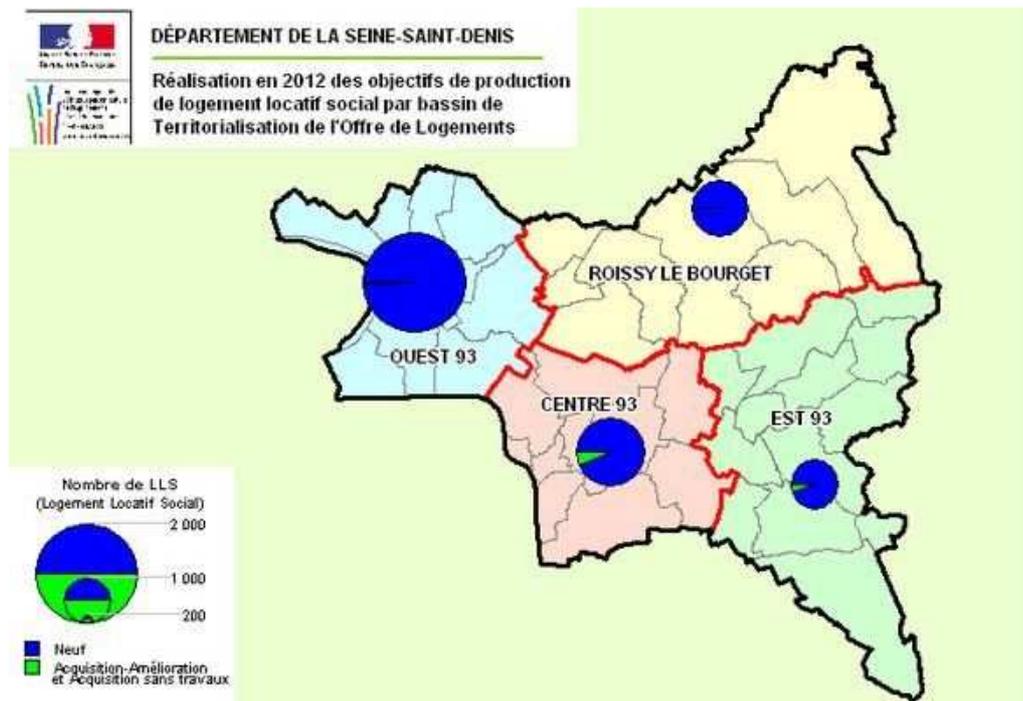
Pour le bassin ROISSY-LE BOURGET, le volume de projets apparaît en-deçà du poids du parc de logements de ce territoire au sein du département (21 %), avec à peine 800 nouveaux logements familiaux autorisés à la construction, soit 15 % de l'offre nouvelle départementale.

Le bassin CENTRE (secteur d'Est Ensemble/Rosny) accuse une baisse de 40 % de sa production de logements familiaux (1 700 autorisations). Celle-ci reste cependant dynamique, son poids dans l'offre nouvelle (34 %) étant légèrement supérieur à sa part dans le parc départemental de logements (30 %). Seul le bassin OUEST (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen), qui représente un bon quart du parc départemental de logements, voit une augmentation du volume des autorisations de construire sur son territoire (+3 %) ; avec un peu plus de 2 300 unités, il concentre à lui seul la moitié de l'offre nouvelle du deuxième semestre 2012.

Les nouveaux projets de logements en résidences continuent principalement de se développer sur les bassins CENTRE et OUEST qui représentent à eux seuls 100 % de la production départementale du second semestre 2012 et 94 % du volume annuel.



Logements locatifs sociaux financés en 2012 (bilan annuel)



NOMBRE DE LOGEMENTS ET DE CHAMBRES FINANCES OU AGREES EN 2012

Bassins de Territorialisation de l'Offre de Logements	NEUF	dont chambres	A-A et AST (1)	dont chambres	TOTAL	Poids sur Dépt.
OUEST 93	1 998	0	22	0	2 020	37%
CENTRE 93	1 328	13	106	0	1 434	26%
ROISSY-LE BOURGET	1 089	0	0	0	1 089	20%
EST 93	914	104	60	0	974	18%
<b>SEINE-SAINT-DENIS</b>	<b>5 329</b>	<b>117</b>	<b>188</b>	<b>0</b>	<b>5 517</b>	<b>100%</b>

Source : UTEA 93 / DRIHL - UT93

(1) Acquisition-Amélioration et Acquisition sans travaux

En 2012, l'objectif départemental fixé au niveau régional par l'Etat, dans le cadre de sa politique de droit commun de financement du logement social, était identique à celui de 2011, soit 2 967 logements (hors rachat du patrimoine ICADE, hors reconstruction de l'offre locative sociale des projets ANRU et hors PLS de la Foncière Logement).

L'objectif 2012 a été rempli à 186 % par le financement de 5 517 logements. Dans cette offre nouvelle, la production neuve représente 5 329 logements, constitués de 2 349 logements familiaux et de 2 980 logements spécifiques (résidences pour étudiants, résidences sociales, etc.), intégrant 117 chambres (dont un EHPAD de 69 chambres). Les acquisitions-améliorations de logements essentiellement inoccupés (188 logements) sont constituées de 83 logements familiaux et d'un foyer pour jeunes travailleurs de 105 logements.

A cette offre nouvelle, se sont également ajoutées les cessions de trois opérations du patrimoine d'ICADE, soit 920 logements financés totalement en PLS, ainsi que le financement de 1 461 logements des projets de l'ANRU (en construction neuve pour la quasi intégralité).

La répartition géographique de la réalisation de l'offre nouvelle montre que le bassin OUEST (secteur de Plaine / Commune Saint-Ouen) a contribué à hauteur de 37,5 % de l'offre neuve départementale (hors production ANRU) et le bassin CENTRE (Est Ensemble et Rosny) à hauteur de 25 %. Sur ces deux bassins et celui de l'EST, la production de logements familiaux y représente environ la moitié de l'offre, à la différence du bassin de ROISSY-LE BOURGET, où les logements en résidences constituent près des 2/3 de la production neuve de l'année 2012. Les acquisitions avec ou sans travaux de logements existants se sont portées à hauteur de 56% sur le bassin CENTRE (avec notamment un foyer pour jeunes travailleurs à Pantin), à 32 % sur le bassin EST et à 12 % sur le bassin OUEST.

Quant aux cessions de patrimoine par ICADE, elles se sont opérées sur 2 villes : Epinay-sur-Seine et Tremblay-en-France.



### Marché des appartements neufs (promotion privée)

En Seine-Saint-Denis, au deuxième semestre 2012, le marché de l'accession à la propriété reste dynamique, tout en marquant le pas par rapport à l'activité exceptionnelle des deux semestres précédents. Le volume des mises en vente, un peu plus de 1 300 nouveaux appartements neufs proposés sur le marché par les opérateurs privés, soit une chute de 52 % du renouvellement de l'offre par rapport au semestre précédent, retrouve un rythme dans la moyenne observée depuis 10 ans. Quant aux réservations (plus de 1 500 appartements au second semestre), en diminution de 18 % sur six mois, elles se situent dans la fourchette haute de la décennie. Le stock de l'offre disponible fin décembre, 2 300 logements, diminue ainsi de 3 % par rapport à sa situation, fin juin. Au rythme des commercialisations du dernier trimestre 2012, le délai d'écoulement moyen du stock s'est rallongé d'un mois : il atteint près de 9 mois, soit le délai constaté en 2008, également dans un contexte de replis économique.

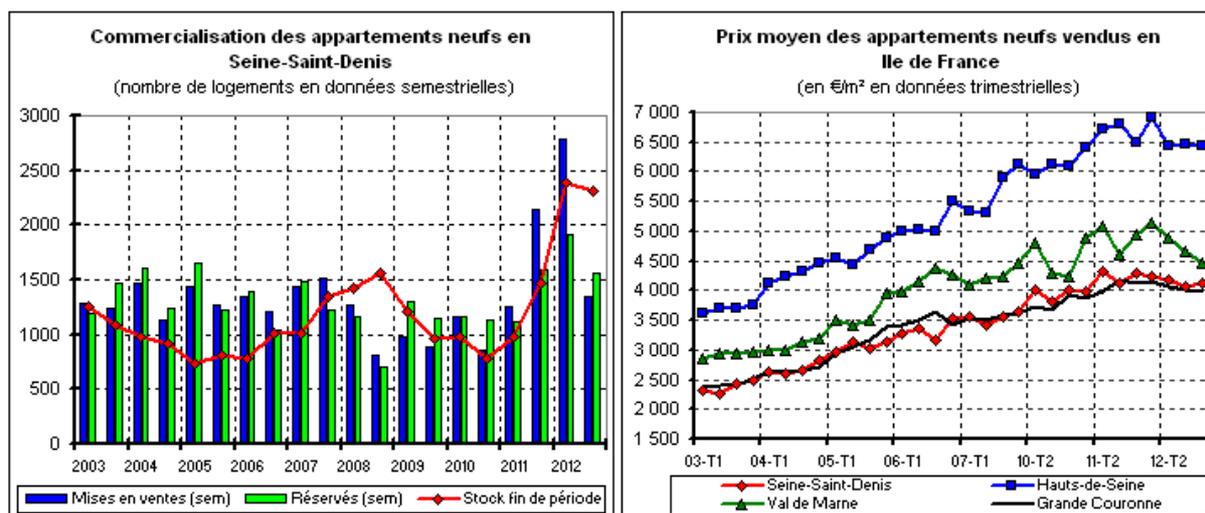
A l'échelle francilienne, les mêmes tendances sont observées. Le nombre de mises en vente (un peu plus de 8 700 appartements sur l'ensemble du second semestre), marqué par un ralentissement au dernier trimestre, chute de 36 % sur 6 mois. Les réservations baissent de 9 %, soit à peine 9 000 appartements réservés. Le niveau du stock, 13 800 appartements proposés à la vente en fin d'année 2012, est resté pratiquement stable par rapport à la situation à la fin du semestre précédent.

Dans ce contexte, la part de marché de la Seine-Saint-Denis est restée stable à 17 % des réservations régionales, la part du stock (également 17 %) ayant quant à elle augmenté de 2 points.

### Prix de vente moyen (€/m<sup>2</sup>)

En Seine-Saint-Denis, la moyenne des prix des appartements réservés au dernier trimestre 2012 atteint un peu plus de 4 100 €/m<sup>2</sup>, soit une baisse de 1,2 % en un semestre et 4 % sur l'année. La fourchette des moyennes communales varie de 2 670 à 6 570 €/m<sup>2</sup> : l'extrémité haute reste pratiquement stable par rapport au semestre précédent (+100 €/m<sup>2</sup>), en augmentation d'environ 700 €/m<sup>2</sup> sur 1 an. La surface moyenne des biens réservés passe sous les 50 m<sup>2</sup> (contre 55 m<sup>2</sup> dans les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et la moyenne de la grande couronne), soit 8 m<sup>2</sup> de moins que la moyenne de la décennie.

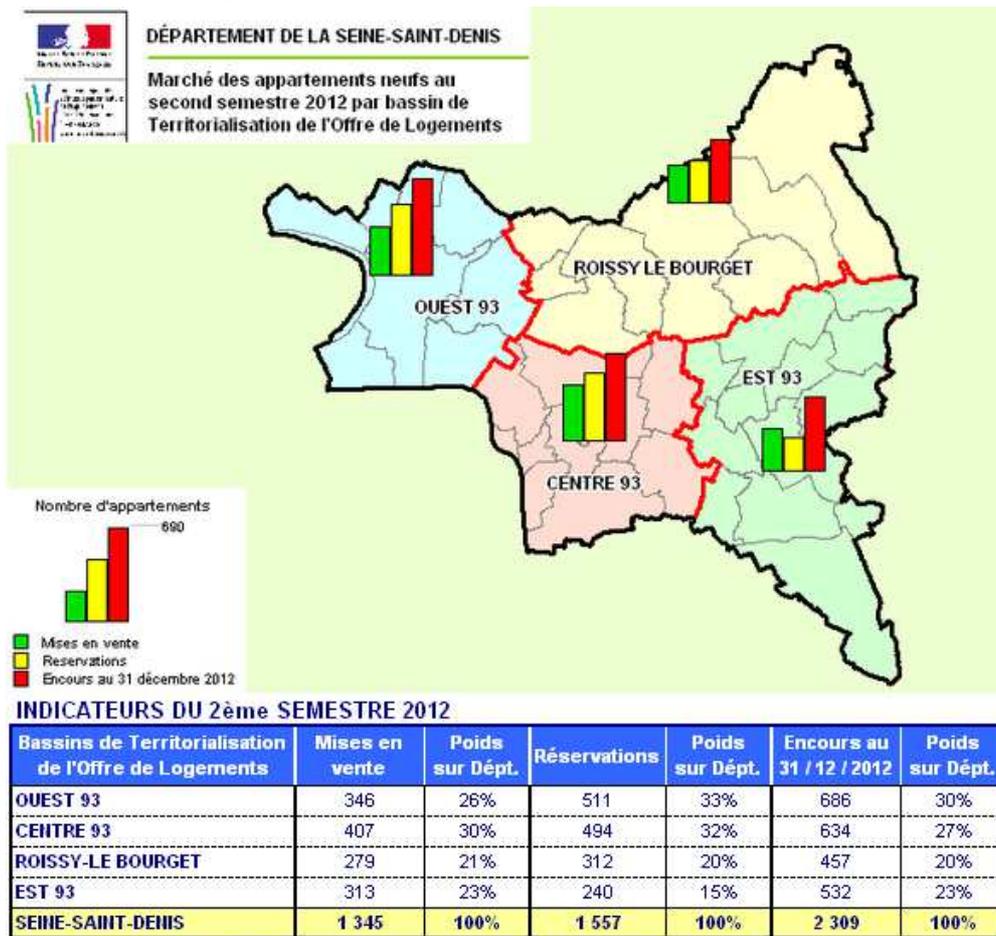
Au niveau régional, le prix moyen des réservations du dernier trimestre 2012, un peu moins de 4 900 €/m<sup>2</sup>, diminue de 1,6 % en 6 mois, mais masque de grandes disparités de situation entre les départements : à Paris, la moyenne augmente de 2 % et atteint un niveau record à près de 11 000 €/m<sup>2</sup> ; dans les Hauts-de-Seine, elle reste stable à environ 6 400 €/m<sup>2</sup> et dans le Val-de-Marne (environ 4 400 €/m<sup>2</sup>), la baisse atteint 9 % ; en grande couronne, le prix du m<sup>2</sup> repasse sous la barre des 4 000 euros, en baisse de 2 % par rapport au semestre précédent.



Source : DRIEA IF / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis (données ECLN, provisoires pour les 3 derniers trimestres)



Marché des appartements neufs par territoire (promotion privée)



Au deuxième semestre 2012, après 2 semestres d'activité exceptionnelle, la dynamique du marché départemental des appartements neufs en accession à la propriété se retrouve au niveau d'activité moyen de la décennie écoulée : un peu plus de 1 300 appartements neufs ont été mis en vente pour un peu plus de 1 500 réservations. Après une très forte augmentation au premier semestre, le stock disponible en fin d'année (2 300 appartements) s'est un peu réduit (de 3 %).

Le ralentissement de l'activité du marché s'observe sur l'ensemble des bassins du département. Le secteur d'Est Ensemble/Rosny (bassin CENTRE) maintient sa part du marché départemental avec, respectivement, 30 et 32 % du renouvellement de l'offre et des réservations au second semestre, l'activité du marché restant particulièrement soutenue sur les villes de Montreuil et de Romainville.

Sur le territoire de Plaine Commune/Saint-Ouen (bassin OUEST), où le renouvellement de l'offre avait été très actif au cours des deux semestres précédents, le volume des mises en vente chute de 60 % : à peine 350 nouveaux logements ont été mis en vente. Le niveau des réservations est resté soutenu (plus de 510 appartements réservés) et représente le tiers du marché départemental, soit 2 points de plus qu'au premier semestre. Avec près de 250 appartements réservés, la commune de Saint-Ouen, et plus particulièrement l'éco-quartier des Docks, a concentré le plus fort développement de la promotion privée dans le département au second semestre.

Sur le bassin de ROISSY-LE BOURGET, le volume des mises en vente (280 appartements) a diminué de moitié, celui des réservations (312 unités) recule de 30 %. Alors que l'activité du marché de l'accession marque une pause au Blanc-Mesnil, elle reste soutenue à Drancy. Le redéveloppement de l'offre, observé depuis deux semestres, se poursuit sur Aulnay.

Quant au secteur EST du département, le niveau des réservations y est resté stable (240 unités), la promotion privée ayant redéployé une offre nouvelle principalement sur les villes de Noisy-le-Grand et des Pavillons-sous-Bois.



## Volume de construction de locaux d'entreprises

En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2012, après deux semestres d'activité soutenue durant lesquels un peu plus de 200 000 m<sup>2</sup> de locaux destinés aux entreprises ont été autorisés à la construction (bureaux, locaux industriels et artisanaux, entrepôts et locaux commerciaux), le volume des projets est en forte diminution : 122 000 m<sup>2</sup> de locaux ont été autorisés, soit un recul de 44 % par rapport au semestre précédent. Globalement, sur l'ensemble de l'année 2012, près de 340 000 m<sup>2</sup> ont été autorisés, soit un niveau de projets se situant 10 % en-deçà de la moyenne annuelle de ces 10 dernières années.

Le volume de l'offre nouvelle par nature de locaux montre que les surfaces de bureaux autorisées au deuxième semestre 2012 (67 000 m<sup>2</sup>) ont peu reculé par rapport au premier semestre (-4 %) et représentent toujours la plus grande part des projets départementaux d'immobilier d'entreprise (55 % pour le semestre et 40 % du global annuel), principalement localisés à Saint-Ouen, Pantin, Saint-Denis et Montreuil.

Les surfaces de locaux commerciaux s'élèvent à 47 000 m<sup>2</sup> (39 % de l'ensemble des projets du second semestre), en augmentation de 12 % par rapport au semestre précédent. En global annuel, leur volume est demeuré stable par rapport à 2011, à environ 90 000 m<sup>2</sup>.

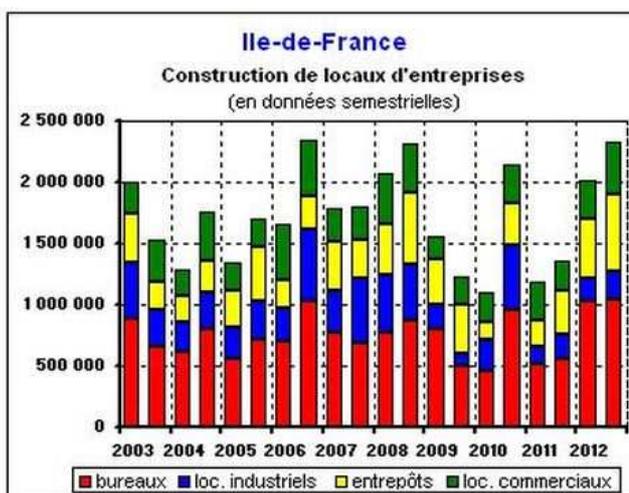
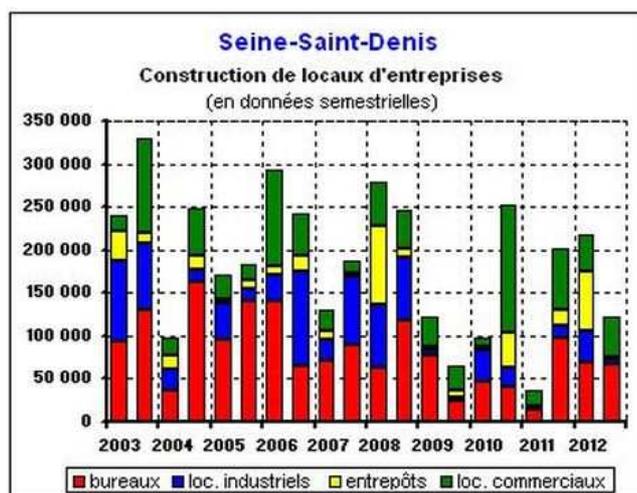
Les projets de locaux industriels et d'entrepôts sont en retrait sur les six derniers mois de l'année : à peine 8 000 m<sup>2</sup> autorisés au total, soit 6 % de l'offre nouvelle de locaux d'entreprise du semestre. Mais au global, sur 2012, grâce à l'embellie du premier semestre, un peu plus de 110 000 m<sup>2</sup> ont été autorisés, ce qui représente le tiers de l'ensemble des projets de locaux du département.

Au niveau régional, les tendances observées au second semestre 2012 contrastent avec la situation séquano-dionysienne : le bilan global des autorisations de construire de locaux poursuit la hausse engagée au premier semestre 2012 : plus de 2 300 000 m<sup>2</sup> de surfaces de projets autorisées, soit 16 % de plus qu'au semestre précédent (2 000 000 m<sup>2</sup>).

La répartition régionale des projets par nature de locaux reste sensiblement conforme à la moyenne observée depuis plusieurs années. Le volume des autorisations de construire de bureaux est resté stable par rapport au premier semestre à un peu plus d'1 000 000 de m<sup>2</sup>, représentant toujours la part principale de la production régionale (45 % du volume de construction de locaux d'entreprise), même si celle-ci recule de 6 points au second semestre.

Le volume des projets de locaux industriels et artisanaux (environ 230 000 m<sup>2</sup> autorisés), des projets d'entrepôts (630 000 m<sup>2</sup>) et des locaux commerciaux augmentent, respectivement de 22 %, 32 % et 34 %.

Dans ce contexte, la Seine-Saint-Denis a représenté 5,2 % de l'activité régionale de la production globale de locaux du second semestre 2012, moitié moins qu'au premier semestre (10,7 %).





# NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis \* Chambre de commerce et d'industrie Seine-Saint-Denis \* Conseil général de Seine-Saint-Denis \* Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis \* Tribunal de Commerce \* DIRECCTE Ile-de-France \* URSSAF de Paris- Région Parisienne \* Pôle Emploi Seine-Saint-Denis \* Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement \* Comité Départemental du Tourisme \* Banque de France de la Seine-Saint-Denis \* Direction départementale des Finances Publiques \* Direction régionale des Douanes de Paris-Est



### IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

### NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIR, TERRitem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCID Seine-Saint-Denis), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organisme soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

### TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés :

- le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.
- Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.
- TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).



- TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

- TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

#### **CHIFFRES CLES « SALONS »**

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

#### **DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)**

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France.

#### **DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)**

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

Pour le Club 93 Conjoncture, l'analyse réalisée par l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne porte que sur le marché des appartements neufs.



## DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques :

- données de la construction (privée et sociale)
- données du marché immobilier des logements neufs : les données portent uniquement sur les ventes de logements neufs en collectif (ventes, mises en vente).

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champ observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements :

les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).



## INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



# CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis \* Chambre de commerce et d'industrie Seine-Saint-Denis \* Conseil général de Seine-Saint-Denis \* Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis \* Tribunal de Commerce \* DIRECCTE Ile-de-France \* URSSAF de Paris- Région Parisienne \* Pôle Emploi Seine-Saint-Denis \* Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement \* Comité Départemental du Tourisme \* Banque de France de la Seine-Saint-Denis \* Direction départementale des Finances Publiques \* Direction régionale des Douanes de Paris-Est



SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Caroline GAUCI  
Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis  
Tél : 01 48 95 10 28 / Fax : 01 48 95 11 58 / cgauci@cci-paris-idf.fr

DONNEES

CORRESPONDANTS

LES MENAGES

Crédits à la consommation

Crédit à l'habitat

Philippe TREGUER  
Banque de France  
Tél : 01 48 13 35 50  
philippe.treguer@banque-france.fr

LES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS

Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises

Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités

Transferts de sièges sociaux

Nombre d'établissements implantés en ZFU

Le commerce extérieur

La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés

Crédits à l'équipement des entreprises

Actualité des pôles de compétitivités

Mme METIN  
Tribunal de Commerce de Bobigny  
Tél : 01 41 83 61 51/52  
presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr

Jean-Claude DAUTHEL  
Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93  
Tél : 01 41 60 75 51  
jc.dauthel@cma93.fr

Philippe TREGUER  
Banque de France  
Tél : 01 48 13 35 50  
philippe.treguer@banque-france.fr

CCID Seine-Saint-Denis  
Tél : 01 48 95 10 28

Jean-Pierre AMAR  
Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est  
Tél : 01 64 62 75 15  
jean-pierre.amar@douane.finances.gouv.fr

Lydia ESOR  
DDFIP  
Tél : 01 48 96 60 14  
lydia.esor@dgfip.finances.gouv.fr

Philippe TREGUER  
Banque de France  
Tél : 01 48 13 35 50  
philippe.treguer@banque-france.fr

Marion BODY  
DIRECCTE IDF pôle 3E  
Tél : 01 70 96 13 39  
marion.body@direccte.gouv.fr



**LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES**

Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 98 98 d.orantin@tourisme93.com
La Basilique de Saint-Denis	
Le Stade de France	
L'hôtellerie	
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	CCID Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28

**L'EMPLOI**

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	
Les offres par taille d'entreprise	Didier KLEIN Pôle Emploi Tél : 01 45 17 96 61 didier.klein@pole-emploi.fr
Les principaux secteurs recruteurs	
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuseuses	
Le taux d'évolution du chômage sur un an	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RMI	Virgile ADJAH Conseil Général de Seine-Saint-Denis Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les contrats d'insertion	
Les reprises d'activité et la nature des contrats	
Les déclarations uniques d'embauches	Sandrine BONNEMAINS URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 24 94 sandrine.bonnemains@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	

**LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER**

Construction de logements neufs	Chantal NIASSOU DRIEA UT 93 Tél : 01 41 60 67 27 chantal.niassou@developpement-durable.gouv.fr
Logements locatifs sociaux	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	
Construction de locaux d'entreprise	